

session croissante des producteurs directs : coopération simple, coopération complexe, taylorisme, fordisme... Mais on pourrait alors se contenter de cette critique, et poser tout simplement qu'à chaque stade successif de la dépossession correspond un taux supérieur de croissance de la productivité. Mais il resterait alors à expliquer l'avortement du fordisme à la fin des années 1920.

C'est ici que l'on touche du doigt le fait qu'un régime d'accumulation ne se réduit pas à un principe général d'accumulation, mais suppose que soit précisée la façon dont sont respectées à tout moment les contraintes de la reproduction socio-économique du mode de production : bref, que soit précisé le schéma de reproduction. Les travaux de M. Aglietta sur les U.S.A. — que recourent largement les travaux de R. Boyer sur la France — éclairaient alors le mystère de l'entre-deux-guerres : au principe de l'accumulation intensive ne correspond pas un schéma de reproduction élargie permettant la pleine réalisation. En gros, seule la petite bourgeoisie a accès aux biens de consommation durable (comme l'automobile), la consommation de masse ne peut donc se développer, et les gains de plus-value relative ne peuvent être réalisés (au sens marxiste du terme).

Le lecteur cultivé ne manquera pas de reconnaître dans ce petit raisonnement le « romantisme économique » fustigé par Lénine. Eh quoi, remarquera-t-il, l'augmentation du volume des machines ne suffisait-il pas à offrir au capitalisme d'alors un marché intérieur en expansion ? Je pourrais répondre qu'il faut croire que non, puisqu'il y a eu la crise de 1929. Mais l'objection est utile, car elle nous amène à préciser le problème.

Tout d'abord, l'objection est juste : on peut très bien concevoir des schémas de reproduction avec accumulation intensive sans augmentation de la norme de consommation ouvrière. Mais nous avons vu au chapitre 9 ce qu'il faut penser des schémas. On peut toujours les écrire, et l'un d'entre eux se réalise nécessairement *ex post*. Mais le problème n'est pas résolu pour autant. Face à un schéma, il faut se demander s'il est « réalisable », c'est-à-dire si, par une procédure quelconque, les agents privés qui dirigent l'allocation du travail social pourront être contraints de s'y plier. Il faut poser le problème de la *régulation*. Voilà ce qui nous mène à nous occuper maintenant du problème de l'accumulation intensive.

Nous avons cependant avancé quelques éléments, et esquissé la notion de « régulation monopoliste ». Nous en avons énuméré, chemin faisant, plusieurs conditions théoriques, dont nous ne pourrions préciser la cohérence que dans la seconde partie :

- la socialisation, la contractualisation et la programmation du salaire des ouvriers et employés,
- la formation de groupes industriels-bancaires, en position d'oligopoles dans certaines branches clés,
- la substitution de la monnaie de crédit à la monnaie-marchandise,
- l'intervention de l'Etat.

15

L'accumulation intensive

De l'accumulation intensive, nous avons déjà beaucoup parlé depuis le début de cette section, depuis que nous avons pris en compte la nécessité de la révolutionnarisation des forces productives — et, partant, du système des valeurs — avec la tendance à la dépossession du producteur direct. Et pourtant nous n'en savons pas encore véritablement assez pour en parler valablement : il nous faudrait avoir entièrement explicité le problème de la régulation, ce que nous ne ferons que dans les parties suivantes.

Qu'est-ce en effet qu'un régime d'accumulation intensive ? C'est un régime dont le schéma de reproduction suppose l'abaissement systématique, de période en période, de la valeur des différents biens entrant dans le circuit, comme conséquence de l'incorporation du « progrès technique », par la transformation en capital de la plus-value accumulée, ou plus largement du cash-flow réalisé (plus-value + amortissements du capital fixe). Apparemment, cette définition correspond tout simplement à la « loi générale de l'accumulation capitaliste » : elle reflète « la façon, propre au capitalisme, d'exprimer le progrès de la productivité sociale ». De fait, tous les régimes *réels* d'accumulation ont été semi-extensifs et semi-intensifs : l'accumulation se faisant toujours partiellement sous la forme d'un élargissement des capacités productives (à forces productives constantes) et partiellement sous la forme de remplacement du dispositif amorti par un dispositif plus productif (à capacité constante). Pourtant, un coup d'œil sur l'histoire des gains de productivité montre à l'évidence des ruptures qualitatives : des gains lents de productivité jusqu'en 1914, des progrès fulgurants dans les années vingt, suivis d'une crise profonde, et, dans l'après-guerre, trente ans de gains forts et continus.

On peut évidemment faire valoir l'existence sous-jacente d'une histoire autonome des forces productives, déterminant de façon exogène l'accélération, sur longue période, des gains de productivité. Nous avons critiqué cette « théorie des forces productives ». L'histoire des forces productives sous le capitalisme n'est que l'histoire de la socialisation du travail sous l'autorité des capitalistes, donc dans le cadre de la dépos-

De ces quatre conditions, la première nous est apparue fondamentale, la seconde a joué historiquement un rôle moteur, la troisième a joué un rôle permissif (le retour précipité à l'étalon-or jouera un rôle négatif dans l'entre-deux-guerres). Quant à la dernière, il ne faut pas, nous l'avons dit, et nous y reviendrons en conclusion générale, la concevoir dans un sens instrumental (le taux de profit baisse ? L'Etat intervient. La surproduction menace ? L'Etat achète). Il faut beaucoup plus la concevoir comme garantie *interne* à la mise en place des trois autres conditions.

Nous avons également indiqué quelques caractéristiques apparentes de cette régulation, notamment la déconnexion du mouvement des prix nominaux et du mouvement des valeurs instantanées : à la limite, la stabilité des prix de marchandises de valeur décroissante. Ce que nous n'avons pas précisé, c'est en quoi tout cela sert à résoudre les contradictions évoquées. Tout au plus avons-nous montré l'avantage de ce type de régulation dans la réalisation de la plus-value relative : elle garantit, au moins à la section II, l'existence d'un marché interne stable et même en expansion.

En tout cas, nous pouvons déjà souligner une chose : loin d'entraver le progrès des forces productives, le « passage au monopolarisme » a provoqué un essor sans précédent de ces forces productives (en tant que forces productives *capitalistes*, bien sûr).

Cela nous semble aujourd'hui aller de soi, pour nous qui avons vu les plus grands monopoles mondiaux, sous l'égide d'une administration gigantesque, réaliser les rêves du capitalisme conquérant, immortalisés par Jules Verne, comme la conquête de la Lune. Et c'est vrai que la conquête de la Lune est autant fille de la Seconde Guerre mondiale que de la Ford T. Mais ce n'est pas du tout ainsi que l'on voyait les choses en 1914. Pour Lénine ou Boukharine, la monopolisation était l'augure d'un irréversible déclin des capacités même technologiques du mode de production capitaliste. Le « monopolarisme » qu'ils avaient en vue explique leur erreur : il s'agissait alors principalement d'une cartellisation visant à pallier les effets de la régulation concurrentielle, et non à jeter les bases d'une nouvelle régulation. Plus étonnante est l'attitude de Trotsky dans les années trente : alors que Gramsci, du fond de sa prison italienne, a déjà saisi l'importance du fordisme¹, l'inventeur de la « militarisation de l'industrie » s'avère incapable de reconnaître la mutation qui se prépare, et dont les *mid twenties* avaient été la répétition générale. Son diagnostic : « les forces productives ont cessé de croître² ». Mais, ce qui devient proprement stupéfiant, c'est qu'au début des années soixante,

1. Ce qui ne veut pas dire que l'analyse de Gramsci soit satisfaisante. Voir par exemple *Cahier de prison 10*, Gallimard, 1978, p. 112.

2. Plus exactement, toutes les mutations que le capitalisme s'impose, Trotsky les considère comme une concession au socialisme. Pas étonnant : lors de son passage à la direction du Tsektran, il avait montré que ce qu'il appelait communisme n'était rien d'autre que le capitalisme d'Etat. Illusion, nous l'avons dit, qu'il partageait avec la plupart des marxistes de l'époque. Mais il allait revenir aux dirigeants staliniens de transformer cette illusion en monstrueuse imposture.

aussi bien chez Baran et Sweezy que chez E. Mandel, on en est encore à dénoncer le monopolarisme pour avoir émoussé la pointe « révolutionnaire » du capitalisme : sa capacité à développer la productivité sociale. Le raisonnement repose entièrement sur la réduction de la tendance à la force coercitive : puisque la concurrence n'oblige plus les monopoles à introduire le progrès technique, ils ne l'introduisent plus.

A un tel sophisme, il suffit bien sûr d'opposer les faits. On peut aussi faire observer que le véritable monopole (la « grande entreprise » de Baran et Sweezy), introduisant quand bon lui semble le progrès technique et faisant lui-même ses prix, n'existe pas. Quand il ne resterait plus que quatre entreprises sur la planète se disputant le marché d'une nouvelle marchandise, elles sont capables (les fabricants d'ordinateurs de poche l'ont prouvé) de se livrer une épouvantable guerre sur les prix comme sur la qualité, précipitant en quelques années dans le panier de la ménagère un gadget que, dix ans auparavant, un Trotsky n'aurait pas même osé espérer au développement des forces productives socialistes. Même I. B. M. se voit contraint d'introduire sur le marché les « générations d'ordinateurs » en réserve dans ses cartons. On peut encore faire observer que la monopolisation dans une branche ne suffit pas à supprimer la concurrence et les pressions entre branches : concurrence de l'aluminium et de l'acier, pressions des fournisseurs de nouvelles machines plus performantes mais plus chères sur leurs clients, etc.

Mais ce serait rester prisonnier de l'erreur dénoncée. Face aux thèses du « monopole stagnationniste », il faut rappeler avec force la cause motrice du progrès technique capitaliste : la lutte de classes dans la production, le combat incessant du capitaliste contre cette force de travail avec laquelle il est bien obligé de compter, cette force de travail qui flâne, qui trouve le temps de se bricoler en douce un amplificateur hi-fi dans un atelier de montage de radars, qui pratique l'absentéisme, qui défile en chantant le long des chaînes, qui négocie, odieux chantage, son indispensable implication dans ce qu'on lui donne à faire. Qui le délinquera de cette armée de gènes ? Qui, sinon une armée de robots ? Mais alors qui fabriquera les robots... ? Et qui achètera les produits * ?

* Nous montrerons, dans la deuxième partie, que le raisonnement habituellement présenté comme marxiste, qui attribue à la seule concurrence intercapitaliste la cause de l'introduction du progrès technique, n'est même pas cohérent avec les conséquences prêtées à ce progrès technique (hausse de la composition organique, baisse du taux de profit). En effet, dans la concurrence intercapitaliste, un capitaliste individuel n'a intérêt à introduire un nouveau procédé que s'il abaisse son *prix de revient*, calculé au prix de production courant (notamment : au niveau de salaire courant). C'est ce que P. Samuelson appelle un progrès technique « viable ».

Or un théorème de N. Okishio (« Technical change and the rate of profit », *Kobe Univ. Econ. Rev.*, n° 7, 1961), repris par J. Roemer (« Technical change and the "Tendency of the rate of profit to fall" », *Journal of Economic Theory*, décembre 1977, Academic Press, New York and London) montre qu'un tel progrès technique, en se généralisant, ne peut qu'*augmenter* le taux de profit général ! Un examen attentif montre que c'est parce que cette forme de progrès technique interdit de trop augmenter la composition technique. Roemer montre que cette interdiction ne peut être levée que par une hausse du salaire réel. Nous avons vu,

Nous ne pouvons pas, au stade actuel de l'analyse, répondre de façon satisfaisante à ces questions. Nous allons nous borner, pour achever cette première partie, à préciser les problèmes des schémas de reproduction correspondant à l'accumulation intensive, et à effectuer un relevé sommaire des contradictions qui surgissent.

I. Les schémas d'accumulation intensive

Nous devons préciser tout de suite une différence importante entre les schémas « intensifs », où le système des valeurs instantanées change d'une période à l'autre, et les schémas extensifs. Les schémas intensifs, comme tous les schémas, sont des schémas en valeur : ils décrivent toujours l'allocation et la réallocation du travail social abstrait. Mais, dans les schémas extensifs, les quantités de valeurs étaient non seulement « portées » par des quantités de biens dont la « forme naturelle » les destinait à tel ou tel usage dans la reproduction, mais en plus elles *mesuraient* ces quantités de biens : elles fonctionnaient comme mesure de flux de valeur mais aussi comme indice de flux de volumes. Avec les schémas intensifs, cette transparence est perdue. Il faut fournir, outre le schéma, des spécifications sur les variations de volume et de productivité. Les équations que l'on obtient ne déterminent donc pas directement la structure macroéconomique : elles déterminent, si on les explicite, des relations entre les taux de variations de la « composition technique » des diverses sections et sous-sections, de la norme de consommation ouvrière, les productivités apparentes ou globales, etc.

Pour s'en convaincre, nous allons présenter un petit schéma à peine caricatural, qui s'écrit... comme un schéma de reproduction simple.

1. Une caricature de l'Age d'or

Souvenons-nous des chiffres cités à propos des années 1955-65 aux U. S. A., ou 1959-69 en France. Que s'est-il passé ? La production en volume a triplé. Le capital fixe par tête aussi (en fait, un peu moins). La productivité aussi, à peu près également dans toutes les branches. En sorte que la part de la valeur du capital constant circulant entrant dans la valeur de chaque marchandise est restée pratiquement constante. Nous avons vu qu'il en était en gros de même pour les amortissements du capital fixe : la baisse de valeur du capital fixe compensant, quoique de plus en plus difficilement, la hausse de la composition technique. Enfin, la

à propos du mécanisme de la plus-value relative, que cette augmentation est justement ce qui rend les gains de productivités... « réalisables » (et pas seulement « viables » !).

norme de consommation ouvrière croissant comme la productivité, la valeur de la force de travail n'a guère varié : le taux d'exploitation à tout juste augmenté. Et tout cela sur la base d'une quantité annuelle d'heures travaillées assez faiblement croissante.

Bon, eh bien, simplifions encore le trait, et supposons :

- que le nombre d'heures travaillées reste rigoureusement constant,
- que la composition organique du capital soit la même dans toutes les branches,
- que le rythme des gains de productivité soit le même dans toutes les branches et constant sur la période : π ,
- que la hausse de la composition technique du capital soit exactement compensée par la hausse de la productivité,
- que la norme (en volume) de consommation ouvrière croisse au taux π .

Ecrivons, en valeur, le schéma d'accumulation. La valeur produite annuelle reste constante, et répartie de façon invariable dans les deux sections. La valeur de la force de travail aussi. La valeur du capital consommé aussi. *C'est exactement le schéma de la reproduction simple.*

Remarquons simplement que le taux de profit (qu'on le repère par le taux de surplus ou le taux de rendement) reste fixe, et que le « marché » (le « volume » de marchandises écoulées) s'élargit constamment, à la mesure exacte de la croissance de la production, soit dans la section I, soit dans la section II. Toutes les contradictions classiques du capitalisme sont effacées. L'Age d'or, quoi : cet « âge d'or » que le capitalisme a connu dans l'après-guerre.

En réalité, les modes de production subordonnés ont été écrasés ou absorbés. Les pays du tiers monde se sont vu pomper leurs richesses pour faire l'appoint, et pomper leurs forces de travail pour mettre de l'huile dans les rouages. Les ouvriers qui avaient encore le goût du bel ouvrage l'ont perdu. Ils ont dû apprendre à travailler à la chaîne, en trois X huit. La planète est irrémédiablement salie et les réserves naturelles d'énergie sont largement épuisées. Par ailleurs, le développement de la consommation de masse n'a pas suffi, il s'en faut de beaucoup, à expliquer, au moins aux U. S. A., le développement sans précédent qui a marqué, sous Kennedy et Johnson, l'« été des Etats-Unis » : il faut compter aussi avec la fantastique expansion des industries d'armement liées à la guerre du Vietnam et, autre dépense publique improductive, le gigantesque programme Apollo. Ces dépenses ont été financées par l'émission de dollars inconvertibles qui ont encore accéléré la « demande mondiale », au prix d'un très grave endettement des U. S. A. et d'un dérèglement du système monétaire international : dès la fin des années soixante, le « régime mondial d'accumulation » ne correspondait plus à un schéma d'accumulation réalisable.

Bref, ça ne peut plus continuer comme avant, et d'ailleurs c'est en crise. Mais, tout cela, on ne le lit pas dans le schéma. Il n'est pas fait pour cela.

2. Les schémas formels de l'accumulation intensive

Des schémas, on aurait d'ailleurs pu en inventer d'autres. Il suffit de combiner astucieusement les paramètres, et on peut prouver la « possibilité » formelle de n'importe quel type de croissance. Lénine, Rosa Luxemburg, Otto Bauer, etc., avaient excellé à ce jeu, mais leurs schémas étaient des exemples arithmétiques qui ne permettaient pas d'en mesurer la généralité. Les progrès des connaissances algébriques chez les marxistes permettent d'améliorer considérablement la clarté des débats de l'époque. Ainsi B. Billautot, dans sa thèse, présente une classification des types de schéma de reproduction intensive montrant sur quels paramètres on peut jouer pour obtenir telle ou telle propriété formelle du schéma d'accumulation.

Tout d'abord, la seule hypothèse qu'il faut se donner pour que les schémas de reproduction soient dignes de ce nom, c'est la pleine réalisation des produits de la période dans les deux sections, *en volume*, c'est-à-dire que les valeurs d'usages produites de façon privée sont effectivement validées. Tout le reste, nous l'avons dit au chapitre 9, dépend de l'évolution des procès de travail et de la « structure d'accumulation » (taux et transferts).

Mais l'hypothèse de pleine réalisation dans les deux sections permet d'écrire deux relations générales * liant tous les taux de variations (de la composition technique, de la productivité, de la norme de consommation ouvrière, de la structure d'accumulation, etc.) : l'une donne le taux d'accroissement de la valeur ajoutée globale, l'autre l'évolution de la structure macroéconomique (l'allocation de cette valeur ajoutée entre les deux sections). Nous n'insisterons pas au lecteur l'étude de ces équations. Sur cette base, B. Billautot étudie les schémas permettant successivement :

a) *La reproduction à croissance régulière de l'emploi global* (c'est le problème du schéma de croissance garantissant le plein emploi).

La « caricature de l'âge d'or » que nous avons présentée en est un cas particulier. On peut en imaginer d'autres : avec un taux de croissance régulière du nombre de travailleurs employés, on peut aussi jouer sur l'intensité, la durée du travail, etc., en se donnant le taux d'accumulation, la constance ou la variation du taux d'exploitation, etc.

*3. L'écriture des conditions de la pleine réalisation en volume dans les deux sections correspondant exactement à l'explicitation la fonction H de notre chapitre 9. Comme on ne va pas au-delà de la décomposition en deux sections, cette fonction s'écrit sous la forme de deux équations. Contrairement à ce qui se passe dans les schémas extensifs, elle ne sont pas redondantes.

b) *La reproduction à taux de profit constant* (c'est-à-dire pour nous à taux de rendement constant *).

Là encore, l'« âge d'or » en est un cas particulier ; il existe donc un ensemble de schémas de reproduction avec constance du taux de profit et croissance imposée de la population ouvrière. Naturellement, cela implique des conditions particulières pour la hausse de la composition organique.

Un autre cas particulier intéressant : maintien du taux de profit et stagnation de la norme de consommation ouvrière (avec une quantité de travail fournie annuelle constante).

C'est également possible pour certains taux d'augmentation de la composition technique du capital et de la productivité, et certains taux d'accumulation. Lénine démontrait ainsi la possibilité de l'accumulation capitaliste, avec pour seul débouché le gonflement de la demande de moyens de production. B. Billautot montre qu'il faut (en supposant un développement uniforme des forces productives) une croissance progressivement ralentie de la composition technique, et progressivement accélérée de la productivité, de sorte que la composition organique tend à cesser de croître. B. Billautot ne précise pas si la composition organique tend vers une limite finie. Le théorème précédemment démontré nous permet de préciser que c'est le cas (sinon le taux de profit finirait par baisser).

On s'achemine ainsi vers un régime d'équilibre analogue à l'Âge d'or, mais en différant par quelques aspects désagréables : nous l'appellerons Âge de fer. D'abord les prolétaires maintiennent juste leur niveau de vie (en valeurs d'usage), la valeur de leur force de travail devenant tendanciellement nulle. Mais les capitalistes, bien qu'ils accumulent, n'ont même pas l'impression de s'enrichir en tant que capitalistes : la valeur de leur capital n'augmente pas (en revanche, la part constante de la plus-value qu'ils n'accumulent pas correspond à une masse indéfiniment croissante de valeurs d'usage. Pour ne pas mourir étouffés, ils doivent embaucher une masse croissante de larbins et de spadassins : autre caractéristique de l'Âge de fer).

En effet, à ce régime d'équilibre, le cash-flow comprend le capital constant dévalorisé par la hausse de la productivité et la plus-value quasiment égale à la valeur ajoutée (la valeur de la force de travail devenant quasi nulle). Le cash-flow réinvesti a finalement une valeur constante : l'accumulation compense tout juste la dévalorisation du capital antérieurement engagé. Donc, bien que le taux de profit, mesuré par le rapport des *valeurs instantanées* entre plus-value extorquée et capital consommé, reste constant, bien que la part accumulée de ce profit reste aussi constante, la *valeur en procès* que représente le capital reste de

4. Plus exactement, c'est le taux de surplus correspondant à une répartition du capital entre les sections qui serait conforme à chaque instant au « schéma d'auto-accumulation intégral » évoqué au chapitre 9 : le schéma extensif où toute la plus-value est accumulée dans la branche d'où elle est extraite. On montre en effet (voir deuxième partie) que dans ce cas le taux de surplus est égal au taux de profit moyen du système des prix de production (ici encore, on a évidemment fait abstraction des temps de rotation).

mesure constante ! Dans la perception du capitaliste, le taux de profit, en fait, tend à s'annuler ! Il ne resterait constant nominalement (c'est-à-dire en tant que rapport de prix) que si les machines, dévalorisées, étaient amorties quand même au prix qu'elles ont coûté. On voit immédiatement que cela entraînerait une inflation générale, suivant le rythme de progression de la composition technique.

Nous apercevons ici le second grand mécanisme inflationniste lié à la régulation monopoliste : la volonté des capitalistes de préserver leur taux de profit nominal (ou leur taux de cash-flow). Nous ne pourrions vraiment l'étudier que dans la seconde partie. Mais l'Age de fer a encore quelque chose à nous apprendre : il suppose de constants transferts de plus-value à accumuler d'une section dans l'autre. Ce qui nous amène à examiner le dernier aspect formel des schémas.

c) La reproduction avec ou sans transfert entre les sections

Il s'agit, chez B. Billautot, qui calcule dans l'espace des flux de valeurs, de transferts réalisés soit à travers la transformation des valeurs en prix, soit, après réalisation, par accumulation de la plus-value dans une branche autre que celle d'où elle a été extraite. On montre qu'il existe des schémas sans transferts, avec croissance régulière donnée de l'emploi total, ou avec constance du taux de profit⁵, voire avec les deux (mais il faut alors faire varier le taux d'accumulation, et, comme cette variation est assujettie à des limites, cela ne peut se reproduire qu'un nombre fini de périodes).

Remarquons que le schéma de l'Age d'or suppose des transferts dès lors que la composition organique n'est pas la même dans les deux sections.

Mais, plus profondément, les transferts sont nécessaires dès lors que la composition organique globale ne reste pas constante. Il doit dans ce cas exister une force coercitive incitant les capitalistes à réengager la plus-value dans d'autres branches que celles d'où ils l'ont extraite. Ce ne peut être qu'une différenciation des taux de profit :

- soit qu'un taux de profit systématiquement élevé dans une branche constitue une incitation au transfert (régulation concurrentielle),
- soit qu'il constitue déjà un transfert, c'est-à-dire que la branche qui « doit » se développer plus vite se voit reconnaître la capacité d'imposer des prélèvements par le mécanisme des prix (régulation monopoliste).

Tout cela ne pourra être explicité que lorsque nous aurons étudié les forces coercitives qui régulent le réengagement des capitaux.

5. C'est-à-dire du taux de rendement pour la répartition du capital entre les sections définie à la note 4.

II. Les contradictions de l'accumulation

A condition de bien « choisir » les chiffres, on peut finalement construire n'importe quel schéma d'accumulation. Nous en avons dessiné deux particulièrement intéressants : celui de l'Age d'or, représentation caricaturale des années cinquante-soixante, et celui de l'Age de fer, imaginé par Lénine, qui n'est pas sans rappeler les années vingt en Occident... et les années trente en Union soviétique. Toutes ces époques ont mal fini, et il faut maintenant se demander pourquoi. Ce que nous savons en tout cas, c'est que la nécessité de la crise n'est pas inscrite dans les schémas, mais au contraire la possibilité formelle de son absence⁶.

Il y a en fait deux ordres de difficultés. Le premier réside dans le fait que les paramètres sur lesquels on a joué sont dans la réalité des données, qui ne sont pas réglables à volonté. Le second vient de ce que, quand bien même le schéma serait effectivement réalisable, on ne voit pas ce qui pourrait amener les capitalistes privés à s'y conformer.

Voyons le premier ordre de difficultés. Pour écrire les schémas, on a joué sur des paramètres de différentes natures : variation de la durée, de l'intensité du travail, variation de la norme de consommation ouvrière, variation du taux d'accumulation et de sa structure, variation de la composition technique du capital et des taux de progression de la productivité. Tous ces paramètres sont des données sociales, fort inégalement maîtrisables. Maîtrisable par qui, d'ailleurs ? Par un Etat capitaliste planificateur ? En réalité, ces paramètres sont la résultante de myriades d'initiatives privées, de leur « arbitraire déréglé ». Mais laissons cela pour le moment, et supposons l'existence effective d'un Etat raisonnable capable de coordonner l'action des capitalistes individuels⁷.

6. Rappelons qu'à l'inverse la possibilité formelle des crises est inscrite dans la forme monnaie. Or la forme de schéma réalise justement l'abstraction du caractère marchand, monétaire de l'économie capitaliste. Elle prend en compte le travail déjà socialisé, les valeurs déjà réalisées (voir chapitres 8 et 9).

7. Cette supposition, largement gratuite, reflète partiellement la réalité dans le capitalisme d'Etat et la régulation monopoliste. D'où les illusions de l'« économie cybernétique » à l'Est et du *fine tuning* postkeynésien à l'Ouest, et, symétriquement, les réticences des marxistes devant la notion de « régulation » (entendue comme régulation consciente et infaillible). C'est donc à dessin, et avec un grain de sel, que j'emploie dans ce paragraphe les mots « équilibre », « réglage », etc.

Cependant, l'« unification du centre planificateur » est rigoureusement impossible dans une économie d'unités de productions privées (au sens économique, entre elles et par rapport au reste de la société). Quand bien même l'Etat serait le propriétaire juridique unique (donc en faisant abstraction du secteur coopératif et marchand subsistant dans les pays de l'Est), il est incapable de centraliser et coordonner les unités de production qu'il contrôle. D'où les réformes périodiques de la forme juridique de la centralisation auxquelles on assiste en U. R. S. S. Le mythe selon lequel l'Etat, propriétaire unique, peut être un planificateur conscient et rigoureux fait partie de son fétichisme.

Mais remarquons qu'il en est de même dans la grande entreprise privée, surtout dans le groupe congloméral : une entreprise (enveloppe juridique) n'est pas forcément une unité de production économique où règne la « loi de fer de la proportionnalité ».

Cet Etat ne peut pas décider de tout. Il peut cependant jouer sur certains facteurs. Par exemple, si la bourgeoisie y trouve son intérêt (et sait le reconnaître !), il n'y a pas de problème pour abaisser le temps de travail, augmenter la norme de consommation ouvrière, etc. Le prolétariat sera probablement d'accord. Si des gains abondants de productivité font courir le risque d'une surproduction de marchandises, un Etat « intelligent » n'aura ainsi pas de mal à rétablir l'équilibre, surtout si cet équilibre peut être rejoint à taux de profit constant ou croissant. Mais ce réglage est beaucoup plus difficile à réaliser dans l'autre sens : s'il faut augmenter le taux d'exploitation, en accroissant l'intensité et de durée du travail, en diminuant la norme de consommation, l'Etat et le patronat se heurtent à la résistance ouvrière, et il n'est pas sûr qu'ils trouvent des Berlinguer et des Lama pour convaincre le prolétariat d'accepter les « sacrifices » au nom du schéma d'accumulation. Il faut alors avoir recours au moins aux C. R. S., au pire aux militaires.

Première cause donc d'impraticabilité des schémas : la résistance ouvrière à l'exploitation. Cette résistance peut cependant être brisée, et, de fait, elle l'est (partiellement) en permanence, pas seulement par l'idéologie réformiste ou par la force politique, mais d'abord par la lutte de classes dans la production : par la dépossession du producteur et par la production de plus-value relative. Cette lutte détermine deux autres groupes de paramètres du schéma : composition technique et productivité. Et, cette fois, même un Etat planificateur idéal est strictement incapable d'ajuster ces deux groupes de paramètres pour obtenir par exemple une composition-valeur du capital constante. Autant essayer, les yeux fermés, de tracer deux fois de suite la même courbe sur une feuille. Nous avons même montré, tout au long de cette section, que la forme de la lutte du capital pour déposséder le travailleur collectif avait nécessairement tendance à accroître la composition-valeur.

Deuxième cause donc d'impraticabilité des schémas (c'est la même au fond : toujours la lutte entre les deux classes fondamentales, mais cette fois au sein même du procès de travail) : la rigidité de la composition organique du capital. Nous avons vu qu'elle pouvait être partiellement compensée par une utilisation plus intense du capital fixe (travail posté, etc.). Mais, là encore, on se heurte à la résistance ouvrière (sans même attendre la limite absolue que constitue de toute façon l'utilisation des machines à temps plein).

Supposons cependant qu'un schéma soit réalisable, mais implique des transferts permanents et une modulation précise du taux d'accumulation. D'abord, qui dit transfert de capitaux d'une section à l'autre dit transfert de prolétaires d'une branche à l'autre. Ces transferts sont en

8. Bien entendu, nous raisonnons ici dans un capitalisme abstrait, sans autres modes de production, et organisé dans un cadre national unique. Dans la réalité, les autres classes sociales, et les capitalistes des autres pays, empêchent bien souvent capitalistes nationaux et réformistes ouvriers de trouver le terrain d'un accord raisonnable... ou plus exactement permettent aux capitalistes d'imposer leur conception du « raisonnable » au nom de « contraintes extérieures ».

général douloureux : ils impliquent souvent un temps de chômage « frictionnel », un changement de localisation géographique et une déqualification. Là encore, l'Etat planificateur et le patronat se heurtent à la résistance ouvrière.

Mais ici on se heurte aussi au caractère « privé » de l'engagement du travail social dans des procès de production indépendants. Il n'est plus possible, en ce point, de maintenir la fiction d'un bloc Etat-capitalistes doué de raison planificatrice. Dans la réalité, on ne voit pas très bien ce qui peut conduire les capitalistes privés à engager leur plus-value accumulée dans la branche qui devrait (d'après le schéma) être en expansion. Du moins quand il ne s'agit pas de leur propre branche. Nous verrons que de tels mécanismes existent cependant : ils sont fondés sur la recherche du taux de profit maximal. Mais ils peuvent alors être contradictoires avec les contraintes portant sur les autres paramètres. Par exemple, la recherche du taux de profit maximal implique l'imposition d'un taux d'exploitation maximal. Il semble alors que seuls des schémas du type « Age de fer » soient spontanément réalisables : ceux auxquels pensait Lénine, contre les « romantiques » qui plaidaient que de tels schémas déboucheraient inmanquablement sur des crises de sous-consommation.

Or la réalité a montré que l'Age de fer n'a pu s'établir durablement dans les pays de capitalisme privé. On a assisté, avec le taylorisme, au début de sa mise en œuvre dans la première moitié du XX^e siècle : cela a débouché sur la crise de 1929, le fascisme, et la Seconde Guerre mondiale. Après-guerre, le monde occidental s'est coupé en deux : dans les métropoles, un schéma cohérent ressemblant à celui de l'Age d'or, dans les pays de la périphérie, un schéma « désarticulé », des segments d'un schéma plutôt, mais d'un schéma qui aurait ressemblé à celui de l'Age de fer¹⁰.

En revanche, le capitalisme d'Etat qui s'est construit en Union soviétique par la résorption de la révolution prolétarienne, sous la direction de Staline, a effectivement permis la mise en place d'un schéma de type Age de fer : stagnation de la norme de consommation ouvrière et quasi-totalité de l'accumulation dans la section I. Cela résulte évidemment des particularités du type de régulation que permet la forme juridique du monopole d'Etat : il n'y a aucun obstacle au transfert, aucune affectation particulière de la plus-value accumulée à la branche d'où elle a été extorquée. Mais cela ne signifie pas un instant — contrairement à ce que prétendaient à l'époque la totalité des marxistes et que prétendent encore les économistes des pays de l'Est — que le caractère de « somme de travaux privés » du travail social ait disparu. A l'arbitraire déréglé des propriétaires a simplement succédé celui des directeurs des

9. Nous critiquerons en conclusion les formes « opératoires » du maintien de cette fiction.

10. Sur la différence des régimes d'accumulation au « centre » et à la « périphérie », voir les travaux de S. Amin, et *Le Capital et son espace*. Remarquons que cette division du prolétariat avait été prophétisée au début de ce siècle par Jack London dans *Le Talon de fer*.

entreprises d'Etat et des bureaucrates du Plan. Les transferts de la plus-value vers la section I sont devenus faciles ; ce n'est pas pour autant qu'ils sont devenus adéquats, maîtrisés. Les contradictions du capital sont toujours à l'œuvre, elles se manifestent simplement de façon différée. La forme est ici la suraccumulation de capital dans la sous-section productrice du capital fixe, débouchant sur des pénuries en cascade dans les autres sous-sections (impossibilité de dégrader de la main-d'œuvre industrielle supplémentaire, de nourrir les ouvriers des villes, pénuries de capital constant circulant). C'est ainsi que Ch. Bettelheim diagnostique les crises de 1933 et 1937 en U. R. S. S. comme crises de suraccumulation absolue¹¹.

Cette particularité de la régulation soviétique, où la suraccumulation se présente sous la figure inversée de la pénurie, attire notre attention sur la variabilité des formes de manifestation des contradictions du capitalisme, en fonction des formes spécifiques de la régulation. Dans la seconde et la troisième partie, nous porterons toute notre attention sur les formes de régulation propres au capitalisme juridiquement privé. Nous avons évoqué deux formes contrastées de la régulation. Nous savons que, dans la forme concurrentielle, la crise se manifeste par un écroulement du niveau de la production et des prix, et, dans la forme monopoliste, elle se manifeste par une stagnation de la production, avec inflation des prix. La brève analyse des contradictions de l'accumulation à laquelle nous venons de procéder nous permet de comprendre intuitivement pourquoi.

Il s'agit toujours de la rigidité du taux d'exploitation et de la composition organique. Dans la régulation concurrentielle, le schéma est rétabli ex post en brisant cette rigidité, par la dévalorisation¹² du capital variable (baisse du salaire réel, licenciements) ou par la dévalorisation du capital constant (écroulement de la valeur reconnue aux stocks, braderies, mise au rebut de certaines installations). Or le passage au monopolisme suppose une rigidification des « valeurs en procès », plus précisément une stabilisation des « capacités de rachat » en valeur, tant de la part des capitalistes que de la part des prolétaires, en biens de la section I ou de la section II. Cette rigidification, qui facilite globalement la pleine réalisation, a pour forme la rigidification de la progression des flux monétaires passant entre les mains de chacune des classes. Nous avons

11. *Les Luites de classe en U. R. S. S.*, troisième période, troisième partie, chapitre I (à paraître). Remarquons que, dans les « crises de pénurie » (qui caractérisent aussi les économies occidentales en temps de guerre), la forme est tellement inversée que l'« échangeabilité immédiate de la monnaie » elle-même est niée.

12. Je rappelle qu'ici, comme dans tout le livre, le mot « dévalorisation » a le sens marxiste de baisse de valeur (ou d'annulation de la valeur, de non-validation sociale), et non pas, comme chez P. Boccara et les théoriciens du « C. M. E. », de baisse des revenus d'un facteur de production.

Dans le cas de la force de travail, on sait les ambiguïtés de l'expression « valeur de la force de travail ». Mais ici je parle de dévalorisation du capital variable : baisse de la valeur de ce que rachètent les salaires versés par les capitalistes (dans les schémas : $V_1 + V_2$).

ainsi montré que le taux de progression du salaire nominal devait être lié au taux de progression de la productivité. Mais il en est de même du taux de profit nominal (le profit annuel rapporté au « prix » du capital avancé en début d'année).

Les contradictions internes à l'accumulation empêchant le maintien du taux de profit réel, si ce n'est par une dévalorisation du capital constant (pour abaisser la composition organique) ou du capital variable (pour relever le taux d'exploitation), le maintien des taux de progression en termes nominaux (taux de profit ou hausse des salaires) se traduit par un décalage croissant entre les flux de monnaie et les flux de valeur qu'ils expriment. Nous l'avons montré dans le cas du salaire : c'est là que la chose est la plus évidente. Mais il serait unilatéral de représenter l'inflation comme une simple spirale des coûts salariaux, des profits et des prix (et encore plus unilatéral de la présenter comme une spirale des seuls salaires et des prix¹³ !...). Il y a une autre spirale, du côté du capital constant.

Nous avons vu en effet que la hausse de la composition organique du capital ne pourrait être entravée que par une dévalorisation constante du capital avancé. Quand il s'agit de capital circulant, cela n'a guère d'importance : le capital se dévalorise au même rythme pour le vendeur du produit fini et pour l'acheteur de la matière première. Il n'en est pas de même du capital fixe. Dans ce cas, la dévalorisation, qui maintient le taux général de profit (calculé dans le système des valeurs instantanées), se traduit, pour le capitaliste individuel, par une baisse du profit récolté par rapport au capital engagé un, deux, cinq ou dix ans auparavant. Il cherchera donc à amortir son capital fixe comme si sa valeur n'avait pas baissé. La lutte de chaque capitaliste contre la dévalorisation de son propre capital, pour le maintien et l'accroissement de la valeur (nominale) en procès dont il est propriétaire, est tout autant, sinon plus, « responsable¹⁴ » de l'inflation que la lutte du prolétariat pour le maintien de sa part dans la valeur ajoutée. Dans la phase actuelle de la stagnation,

13. Le discours des patrons, des ministres et de la presse bourgeoise est en gros : les prix montent parce que les salaires montent. L'auditeur doué d'un esprit simplement critique corrige de lui-même : à condition que les profits ne baissent pas. On peut alors tout aussi bien dire : les prix augmentent parce que les profits montent. Mais il ne suffit pas de symétriser ainsi salaires et profits. Il faut encore ajouter : les prix montent parce que les amortissements et le capital brut sur lequel est calculé le taux de profit (*mark-up*) ne baissent pas.

14. Cette notion de « responsabilité » ne renvoie pas à un jugement moral. Les producteurs ont toujours raison de lutter contre l'expropriation de leur travail, quoi qu'en pensent les Lama et leurs émules dans le syndicalisme français. Il n'est jamais irresponsable d'exiger un salaire plus élevé. Ce qui est irresponsable c'est de laisser se détériorer un rapport de forces sur le terrain de lutte dans l'attente d'une échéance électorale, ou de prêcher la conciliation avec le capital en espérant que sa restructuration ne sera pas douloureuse pour le prolétariat.

En parlant ici de « responsabilité », je fais allusion aux calculs qui peuvent être fondés sur la théorie du mouvement des prix nominaux exposée dans la seconde partie. Les modèles économétriques élaborés selon la même inspiration par R. Boyer et J. Mistral (voir *Accumulation, Inflation, Crises*) permettent ainsi de chiffrer la contribution de tel ou tel mécanisme à l'inflation actuelle.

où le salaire réel hebdomadaire du prolétariat français baisse, alors que la productivité continue à augmenter, on peut affirmer que l'essentiel de l'inflation résulte du maintien d'un taux de cash-flow excessif calculé sur un capital en partie inemployé (ou artificiellement maintenu en activité), c'est-à-dire sur un capital *en fait* dévalorisé.

Mais, pour rendre cohérents tous ces raisonnements intuitifs, il nous faut construire le système des prix nominaux. Ce qui exigera encore bien des médiations.

Conclusion de la section III

Avec la présente section s'achève notre étude des tendances de la production capitaliste. Nous savons maintenant comment, dans quel sens et dans quel but s'opère la transformation des normes de production et d'échange. Nous en avons mesuré les conséquences dans l'espace des valeurs, et les problèmes qui en résultaient pour la reproduction économique-sociale. Nous avons montré que les tensions résultant de la contradiction entre reproduction et transformation des normes imposaient la mise en œuvre, dans un régime d'accumulation intensive, de nouvelles formes de régulation, résumées par la notion de « régulation monopoliste ».

Le point de départ, c'est la lutte de classes dans la production, dans le procès de travail lui-même. Dans le but de réduire au maximum le travail nécessaire à la reproduction de la force de travail, le capital développe la coopération tout en déposant le producteur direct de la maîtrise des forces productives, en séparant les puissances intellectuelles et les puissances manuelles du travail et en incorporant les premières au dispositif matériel de la machinerie. Les conséquences de ces processus se mesurent dans l'espace des valeurs par la hausse générale de la productivité sociale (la quantité de valeurs d'usage que peut produire le travail humain) et par une modification continue de la partition fondamentale dans laquelle le rapport de propriété capitaliste découpe la valeur des marchandises : C, V et PL. Ainsi, le taux d'exploitation tend à croître, et la composition organique également, de telle sorte que le rendement du capital (plus-value sur capital avancé) tend à baisser.

Les régimes d'accumulation intensive qui expriment ce mouvement n'en traduisent cependant pas les contradictions. L'étude plus précise des conditions de la réalisation de la plus-value relative nous a amenés à soulever les problèmes de la régulation. Même si la conservation de la norme de consommation ouvrière, à productivité croissante, est théoriquement concevable (ce que nous avons appelé le « schéma de fer »), elle se heurte dans la réalité aux difficultés de l'écoulement d'une production croissante dans un marché qui ne tend pas à s'étendre. L'accumulation intensive semble exiger un mode de régulation tel que l'extension du marché soit a priori couplé à l'extension de la production : nous avons

examiné plus particulièrement l'extension de la norme de consommation ouvrière, en liaison avec la hausse de la productivité dans la section II. Cette liaison prend la forme d'une modification des déterminants du salaire nominal, qui tend à se lier explicitement aux mouvements à la hausse du coût de la vie, et finalement à la hausse de la productivité. On s'achemine ainsi vers le schéma idéal de l'« Age d'or », celui de la « société de consommation » (qui entre finalement en crise avec le ralentissement des gains de productivité, lui-même dû à la résistance ouvrière).

Cette dernière parenthèse mise à part, la résistance ouvrière semble avoir doublé le bon pour le capitalisme ! D'abord elle oblige les capitalistes à développer la productivité sociale, ensuite elle les oblige à se doter de formes de régulation qui font disparaître les classiques crises de surproduction ! Inversement (et toujours en faisant l'impasse sur la crise), ces réformes du capitalisme ont doublé le bon pour la classe ouvrière (hausse du niveau de vie, plein emploi).

Quand on ajoute que ses « succès » sont consolidés par leur sanction, au niveau politique, dans la législation du travail (qui interdit le travail des enfants, impose le salaire minimum de croissance, etc.), on en vient inmanquablement à l'idée que le capitalisme ne serait qu'un outil dont se serait dotée l'histoire pour mener au socialisme. Il suffit de concevoir celui-ci comme le nec plus ultra de l'efficacité productive, de la croissance de la consommation et de la maîtrise globale de l'économie.

Ce pas, de très nombreux marxistes l'ont franchi hardiment. Théorie des forces productives, apologie de la consommation, fétichisme de l'Etat : on y reconnaît les traits classiques du réformisme ouvrier, plus particulièrement du « révisionnisme ». Si l'on ajoute que ce « révisionnisme » peut trouver ses lettres de noblesse dans maints passages de Marx, Engels et Lénine (sans compter bien entendu Staline), et que certaines critiques du révisionnisme ne rompent pas de façon radicale avec les idéologies ici dénoncées, on comprend qu'aujourd'hui il soit fortement question de « crise du marxisme ». On n'est pas non plus étonné de voir celle-ci proclamée au moment où le capitalisme s'enfonce dans l'une des crises les plus graves de son histoire. Ce moment coïncide avec l'effondrement des espoirs que ceux qui avaient critiqué, rejeté l'expérience stalinienne avaient placés dans les révolutions cubaine, chinoise ou vietnamienne : le mouvement communiste lui-même est en crise¹.

Les « marxismes » et les forces productives

Loin de moi l'ambition de résoudre cette crise. Je tâcherai simplement ici d'éclairer un des aspects du problème, celui qui est abordé

1. « Enfin la crise du marxisme ! », intervention de L. ALTHUSSER au colloque organisé par II Manifesto à Venise en novembre 1977 : *Pouvoir et Opposition dans les sociétés postrévolutionnaires*, Seuil, 1978.

dans cette section : le rapport entre la lutte ouvrière et le progrès des forces productives. Sur ce sujet, on peut classer les divers discours se réclamant de Marx de la manière suivante.

Position 1

Le progrès des forces productives est un bien en soi, indépendamment des rapports sociaux ; ce que l'on reproche au capitalisme, c'est de mal en distribuer les fruits. *Complément* : on lui reproche aussi d'entraver le développement des forces productives, soit (*variante 1*) du fait de l'anarchie du marché et de la concurrence, soit (*variante 2*) du fait des gaspillages et de la sclérose des monopoles. *Amendement* : la lutte de la classe ouvrière pousse le capitalisme à développer quand même les forces productives. De là, deux pronostics possibles. *Pronostic 1* : la résistance farouche du capitalisme obligera la classe ouvrière à prendre les armes pour imposer enfin le plein développement des forces productives. *Pronostic 2* : la pression continue de la classe ouvrière et la reconnaissance de son rôle positif par les autres couches laborieuses amèneront un vaste mouvement à faire pacifiquement le bon choix : le socialisme.

Renversement simple de la position 1 : le progrès des forces productives est un mal en soi, et si les rapports entre les hommes sont mauvais c'est que leur rapport à la nature est mauvais.

Position 2

Le système des forces productives mis en place à un moment donné n'est que l'état d'une ligne de front fluctuante entre le « plan du capital » et le « contre-plan de la classe ouvrière ». L'état des forces productives n'est que la matérialisation d'un *rapport de forces* social.

Version pessimiste : le capital fait du prolétariat ce qu'il veut. *Version optimiste* : la classe ouvrière a l'initiative, mais le capital est arrivé jusqu'ici à la contre. *Version euphorique* : la classe ouvrière peut obliger le capital à passer au socialisme.

Position 3

Si elle existait, il n'y aurait probablement pas de crise du marxisme.

Voyons cela de plus près.

Pour ramifiée qu'elle soit à présent, la première position jaillit d'une matrice unique : le « marxisme » dont Marx disait que lui n'en était pas, le marxisme de la II^e et de la III^e Internationale. Inutile de se voiler la face : Marx lui-même un peu, Engels davantage, Kautsky absolument,

et par contrecoup Lénine, et bien entendu Staline et aussi Trotsky mais encore l'« ultragauche » des années vingt, bref, tous les « marxistes » ont défendu, d'une manière ou d'une autre, l'idée d'un progrès historique, mesuré par celui des forces productives, dont bourgeoisie et prolétariat se disputeraient le rôle d'accoucheur.

Des films d'Eisenstein aux photos de *La Chine en construction*, en passant par les poèmes d'Aragon², le titanisme social prolétarien a voulu assumer le défi de Jules Verne. Significative est la haine inspirée aux dirigeants actuels de la Chine par le mot de Tchang Tchouen-kiao : « Le Spoutnik s'est envolé, et le drapeau rouge est tombé³. »

Inutile de reprendre ici les développements du chapitre 10 contre la « révolution scientifique et technique ». Plus intéressant que de dénoncer cette invasion du marxisme par l'idéologie de la bourgeoisie des Lumières sera de réfléchir, à propos de la troisième position, aux fondements réels de l'« illusion progressiste ». Nous n'insisterons pas non plus sur le « complément » : nous avons déjà dénoncé au chapitre 15 l'idée que le monopolisme serait blâmable parce qu'il mènerait à la stagnation ; quant à la question de l'« anarchie capitaliste », nous y reviendrons, à propos du débat sur le « capitalisme organisé ».

Lutte revendicative et forces productives

Plus intéressante est la discussion à propos de l'« amendement » : la lutte de la classe ouvrière serait l'aiguillon du progrès des forces productives. Elle est intéressante car elle contient une part de vérité. C'est parce qu'on ne peut augmenter indéfiniment la plus-value absolue (les journées n'ayant que vingt-quatre heures...), parce qu'on ne peut faire vivre les prolétaires de l'air du temps que finalement le capital ne

2. Sans remonter à « Hourrah l'Oural », on en trouve la trace dans le beau poème mis en musique par l'anarchiste Léo Ferré *Je chante pour passer le temps* (Nous avons fait des clairs de lune/Pour nos palais et nos sialues/Qu'importe à présent qu'on nous tue/Les nuits tomberont une à une/La Chine s'est mise en Communes...). Comme quoi les amalgames de R.-H. Lévy ne sont pas sans fondement...

3. *De la dictature intégrale sur la bourgeoisie*, Editions de Pékin, 1975. Pour mettre les choses en perspective, il faut rappeler que le discours de Mao Tsé-toung où figure le diagnostic célèbre : « Dorénavant le vent d'est l'emporte sur le vent stagiaires chinois à Moscou », 17 novembre 1957, dans MAO TSÉ-TOUNG, *Textes, 1949-1958*, Cerf, 1975. Texte non publié dans le tome V des *Œuvres choisies*. Quant aux positions des dirigeants chinois actuels, elles sont rappelées à longueur d'articles (fourrant autour du thème : « Le but de la révolution, c'est de développer les forces productives »). Voir par exemple *Pékin-Information*, 1978, n° 3 (« La Continuation de la révolution : ses objectifs », WOU KIANG), n° 4 (« Pour continuer la révolution, faut-il développer les forces productives ? », LING KANG). On s'appuie souvent sur le discours de Lénine au VIII^e Congrès des soviets de Russie (1920), qui prêche la « grosse production moderne » contre « la petite économie marchande ».

peut augmenter le taux de plus-value qu'en augmentant la productivité. Mais chaque capitaliste individuel tend à augmenter son profit à lui en sous-payant ou en surutilisant la force de travail, c'est-à-dire en rompant avec ce qui constitue l'essence d'un bon régime capitaliste : des rapports marchands loyaux. Dès lors, la lutte revendicative de classe n'est que la lutte d'une partie prenante au marché capitaliste de classe n'est que partenaires à ne pas « empiéter », à jouer les règles du jeu. Et, nous l'avons dit, le moyen dont la société se dote « consciemment » contre les abus de son « propre organisme », c'est l'instance politique, dans ce cas particulier : la législation du travail.

Nous voyons donc se dessiner un type de lutte ouvrière bien précis qui « développe » les forces productives capitalistes. Son but direct, c'est d'imposer le prix et l'usage normal⁴ de la marchandise vendue ; son levier, c'est l'action au niveau législatif, qui généralise les conquêtes partielles et empêche le jeu des effets pervers de la concurrence⁵ ; son résultat, c'est le développement des forces productives capitalistes (dont le but immanent est le développement de la plus-value relative) :

« Dès que la révolte grandissante de la classe ouvrière força l'Etat à imposer une journée normale [...], c'est-à-dire à partir du moment où il interdit la méthode d'accroître la production de plus-value par la multiplication progressive des heures de travail, le capital se jeta avec toute son énergie et en pleine conscience sur la production de la plus-value relative au moyen du développement accéléré du système mécanique⁶. »

Toutes ces considérations permettent à K. Marx d'exposer de façon magistrale, devant le Conseil général de l'Internationale, la place et les limites de la lutte syndicale :

« La résistance périodiquement exercée de la part de l'ouvrier contre la réduction des salaires et les efforts qu'il entreprend périodiquement pour obtenir des augmentations de salaires sont inséparablement liés au système du salariat et sont provoqués par le fait même que le travail est assimilé aux marchandises et soumis par conséquent aux lois qui régissent le mouvement général des prix. En ce qui concerne la limitation de la journée de travail [...], elle n'a jamais été réglée autrement que par

4. Normal en ce sens que le salaire est conforme à la norme en vigueur et que le produit durée \times intensité permet une reproduction effective de la force de travail.

5. Il peut y avoir effet pervers de la concurrence quand l'existence de zones de très bas salaires, due à la faiblesse de la classe ouvrière, remet en cause les avantages acquis et le type d'industrialisation induit dans une autre zone. Ainsi, certains artisans payant et traitant leur ouvrier (immigré, bien sûr) selon des normes asiatiques ont mieux résisté à la crise que des petits patrons qui s'étaient équipés en machines modernes. C'est le cas notamment dans la mégisserie des franges méridionales du Massif central. Plus généralement, certaines conquêtes sociales ne peuvent être imposées sans risque de faillite que si elles touchent également tous les patrons.

6. K., I, XV, p. 295.

l'intervention législative. [...] Cette nécessité même d'une action politique générale est la preuve que, dans la lutte purement économique, le capital est le plus fort. [...] La tendance générale de la production capitaliste n'est pas d'élever le niveau moyen des salaires, mais de l'abaïsser, c'est-à-dire de ramener, plus ou moins, la valeur du travail à sa limite la plus basse. Mais, telle étant la tendance des choses dans ce régime, est-ce à dire que la classe ouvrière doit renoncer à sa résistance contre les empiétements du capital et abandonner ses efforts pour arracher dans les occasions qui se présentent tout ce qui peut apporter quelque amélioration à sa situation ? Si elle le faisait, elle se ravalerait à n'être plus qu'une masse informe, écrasée, d'êtres faméliques pour lesquels il ne serait plus de salut. [...] Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure. En même temps [...] les ouvriers ne doivent pas s'exagérer le résultat final de cette lutte quotidienne. Ils ne doivent pas oublier qu'ils luttent contre les effets et non contre les causes de ces effets. [...] Il faut qu'ils comprennent que le régime actuel, avec toutes les misères dont il les accable, engendre en même temps les conditions matérielles et les forces sociales nécessaires pour la transformation économique de la société. Au lieu du mot d'ordre conservateur : « un salaire équitable pour une journée de travail équitable », ils doivent inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire : « Abolition du salariat »⁷.

Cette dernière remarque nous fournit quelques jalons pour la définition de la « troisième position ». Mais, avant de poursuivre, remarquons bien que le clivage n'est pas entre lutte « purement économique » et « lutte politique », puisque la lutte pour la journée « normale », lutte nécessairement politique, a rigoureusement le même statut que la lutte salariale.

Marx parle de lutte contre les « empiétements » : Engels, nous l'avons vu, emploie ce même mot pour définir le rapport de l'Etat capitaliste aux capitalistes individuels. Empiétement, c'est transgresser la norme, non pas pour l'abolir, mais pour la déplacer à son profit. C'est le comportement tendanciel de l'agent privé dans le monde de la concurrence, le comportement « corporatif ». Naturellement, seule la résistance des concurrents et des partenaires sur le marché entrave les empiétements, l'Etat peut tout au plus stabiliser, garantir les normes fixées. Mais la résistance aux empiétements n'est pas la lutte contre le système des normes : au contraire, elle joue son rôle dans le concert des « forces coercitives », de la loi de la valeur, elle contraint les capitalistes à être vraiment des entrepreneurs, et non des rentiers. Bref, la classe ouvrière développe les forces productives du capital pour autant qu'elle se fait marchand capitaliste de sa propre force de travail.

Dans ce rôle, la classe ouvrière n'est rien d'autre que l'un des termes de la structure du mode de production : elle constitue une « classe

en soi »⁸. A cette nature de classe en soi correspond une forme organisationnelle, donc, pour une classe (qui n'est autrement qu'une collection d'individus), une forme d'existence bien précise : le syndicat, doublé d'une représentation politique : le parti social-démocrate. Cette première forme historique de l'association des travailleurs est donc une forme contrainte, elle n'est pas celle d'une classe qui entend fonder un monde nouveau, mais celle d'une catégorie qui se défend dans un monde hostile. C'est ce que Gramsci explique dans l'*Ordine nuovo* quand il oppose le syndicat aux conseils et aux soviets :

« Durant cette période, le mouvement prolétaire n'exista qu'en fonction de la libre concurrence capitaliste. Les institutions prolétaires durent prendre certaines formes non par l'effet d'une loi intérieure, mais par celui d'une loi extérieure sous la pression formidable d'événements et de coercitions qui dérivait de la concurrence capitaliste »⁹.

« En un certain sens, on peut soutenir que de telles organisations font partie intégrante de la société capitaliste et sont une fonction inhérente au régime de la propriété privée. Dans la période actuelle où les individus n'ont de valeur que dans la mesure où ils sont propriétaires de marchandises et font commerce de leur propriété, les ouvriers ont dû eux aussi se plier à la loi de fer de la nécessité générale, et ils sont devenus vendeurs de leur unique propriété : leur force de travail et leur intelligence professionnelle. Plus exposés aux risques de la concurrence, les ouvriers ont accumulé leur propriété dans des « firmes » toujours plus vastes et en employant un personnel toujours plus nombreux, ils ont créé cet énorme appareil de concentration de chair à effort, ils ont imposé des prix et des horaires, et ils ont discipliné le marché. Ils ont engagé à l'extérieur ou ont tiré de leurs rangs un personnel administratif de confiance, versé dans ce genre de spéculations, en mesure de dominer les conditions du marché, capable de stipuler des contrats, d'évaluer des aléas commerciaux, de lancer des opérations économiquement rentables. La nature essentielle du syndicat est concurrentielle, elle n'est pas

8. « Dans l'En-Soi réside, selon Hegel, l'identité primitive des contraintes non développées — qui sont cachées dans un objet, un processus, un concept ; dans le Pour-Soi interviennent la distinction et la séparation de ces éléments cachés et leur antagonisme commence » (ENGELS, *Anti-Dühring*, op. cit., p. 89).

« Dans la période initiale de sa pratique, période de la destruction des machines et de la lutte spontanée, le prolétariat ne se trouvait, dans sa connaissance de la société capitaliste, qu'au degré de la connaissance sensible et n'appréhendait que des aspects isolés et la liaison externe des différents phénomènes du capitalisme. Il n'était encore que ce qu'on appelle une "classe en soi". Mais, dès la seconde période de sa pratique, période de la lutte économique et politique consciente et organisée, [...] il fut à même de comprendre l'essence de la société capitaliste, les rapports d'exploitation entre les classes sociales, ses propres tâches historiques, et devint alors une "classe pour soi" » (MAO TSE-TOUNG, *De la pratique*, O. C., I, p. 336).

9. « La Conquête du pouvoir » (12 juillet 1919), dans A. GRAMSCI, *Ecrits politiques*, t. I, Gallimard, 1976.

communisme. Le syndicat ne peut être un instrument de rénovation radicale de la société¹⁰.

« Le syndicalisme s'est révélé comme une simple forme de la société capitaliste et non comme un dépassement potentiel de la société capitaliste¹¹. »

Encore une fois, le syndicat (ou toute forme assurant la même fonction) est indispensable pour lutter contre les empiétements. Mais il ne peut pas davantage servir d'organe de la dictature du prolétariat que les forces productives héritées du capitalisme ne peuvent être utilisées telles quelles dans la transition socialiste. Il n'y a pas plus de continuité entre la résistance des ouvriers contre les empiétements et la mission historique du prolétariat dans la marche au communisme qu'il n'y en a entre les forces productives capitalistes et les forces productives communistes (si cette dernière expression a un sens).

L'« amendement » qui fait de la lutte du prolétariat le moteur du développement de forces productives, lui-même considéré comme la base du socialisme, en oubliant que c'est alors une classe « en soi », définie par les rapports capitalistes, et ne dépassant pas la conscience corporative (« trade-unioniste », dit Lénine), dont la lutte développe des forces elles-mêmes spécifiquement capitalistes, cet amendement-là, loin de « gauchir » la théorie révisionniste des forces productives, ne peut qu'induire une conception économiste de la lutte des classes. On en trouve une belle illustration chez J.-L. Dallemagne¹² qui peut écrire, à quelques pages de distance : « Cette augmentation de la composition technique du capital exprime une modification du processus de travail qui en améliore la productivité. Le développement des forces productives est donc une condition d'existence du mode de production capitaliste déterminé par la lutte des classes. Celle-ci n'est pas simplement un antagonisme de places ; elle a pour fonction de contraindre la classe des capitalistes à se conformer à la légitimité du mode de production capitaliste » (p. 111) ; et : « Le capital se constitue à partir des forces productives existantes, se développe selon ses propres forces productives, et ne poursuit son développement qu'en produisant des forces productives qui appellent sa destruction et fondent le nouveau mode de production » (p. 93).

Il est vrai que J.-L. Dallemagne se réfère à de nombreux textes de Marx qui appuient sa thèse. Il ne s'agit pas de s'incliner devant l'argument d'autorité, mais il faudra, pour élaborer la « troisième position », rétablir un peu de dialectique dans notre position par trop tranchée : la « continuité », que je dénonce ici, existe en un certain sens. Par

10. « Syndicats et Conseils » (10 octobre 1919), *ibid.*

11. « Syndicalisme et Conseils » (8 mars 1920), *ibid.*

12. *L'Economie du capital*, Maspero, 1977, pour prendre un auteur aux options manifestement révolutionnaires (pronostic 1). Mais on trouve exactement la même idée chez les révisionnistes (pronostic 2) : voir *Le Capitalisme monopoliste d'Etat*, Editions sociales, 1971, t. I, p. 149 à 154.

auteurs, J.-L. Dallemagne, contrairement aux révisionnistes tenants du « pronostic n° 2 » (la voie pacifique), insiste lourdement sur la nécessité de ruptures : « Il est faux de considérer les forces productives marquées du sceau des rapports de production qui les ont engendrées, et inutiles, ou même nuisibles, aux rapports de production futurs. Comme il est faux d'attendre du développement de ces forces productives l'instauration mécanique des rapports de production supérieurs¹³. »

Mais cette nécessité de la rupture, qui imprime à la théorie des forces productives une subjectivité révolutionnaire, comme dans la jeune Internationale, il ne la voit que dans l'incapacité du capital à poursuivre le développement des forces productives « qui fondent le développement du nouveau mode de production », incapacité résidant dans le seul mode de distribution des richesses. Dès lors, la misère qu'engendrent les crises joue le rôle de baguette magique qui transforme la lutte revendicative en lutte révolutionnaire : « Il s'agit dès lors de savoir comment le prolétariat passe de la lutte pour l'augmentation du salaire à l'abolition du mode de production capitaliste. La réponse tient dans la place qu'il occupe au sein de ce mode. En tant qu'aiguillon nécessaire à la reproduction du capital, le prolétariat est l'agent principal de la loi de baisse du taux de profit, qui, se traduisant en crises, le transforme en victime du capital. Sans réduire la transgression fonctionnelle du prolétariat à sa base économique, il importe de souligner que celle-ci réside dans la misère engendrée par le développement du capital à l'occasion des crises, qui sont le levier de la radicalisation révolutionnaire du prolétariat. La misère, accrue par la crise, révèle la précarité du revenu dans son existence même, et met en cause le système des rapports de distribution comme revers des rapports de production¹⁴. »

Encore une fois, J.-L. Dallemagne s'appuie sur des remarques de Marx ou Engels qui, de façon ambiguë, renvoient à une réalité. Et je ne songe nullement à contester l'idée que la crise, entraînant la misère, est un ferment révolutionnaire. Ce que je veux souligner, c'est que :

— Ce ne sont pas des forces productives « déjà socialistes » qui mettent en crise les rapports de distribution « encore capitalistes », mais des forces de production proprement capitalistes. C'est dire que le développement des forces productives ne suffit pas à « faire craquer l'enveloppe des rapports capitalistes » comme la chrysalide fait craquer le cocon une fois qu'elle est déjà transformée en papillon. Comme le disait L. Althusser, on ne peut pas écrire l'histoire au passé antérieur (« le capitalisme avait déjà préparé... »).

— Ce n'est pas la même lutte de la classe ouvrière, avec les mêmes objectifs et les mêmes formes organisationnelles, ce n'est pas en quelque sorte la même classe ouvrière qui développe les forces productives et qui abolit les rapports d'exploitation capitalistes.

13. *L'Economie du capital*, *op. cit.*, p. 94. Naturellement, je suis en désaccord avec la première phrase (où l'auteur critique explicitement Ch. Bettelheim).

14. *Ibid.*, p. 209.

— Ce n'est pas — pas seulement — en luttant pour le rétablissement des conditions « normales » de vente de la force de travail, alors même que la crise interdit à la classe capitaliste de les concéder, que la classe ouvrière en vient à renverser l'ordre capitaliste¹⁵.

L'illichisme

Ces points de repère étant posés, disons un mot du renversement simple de la première position. Je pense bien entendu aux thèses écologistes et convivialistes illustrées par Ivan Illich. Si l'« illusion progressiste » trouvait des bases matérielles dans l'incontestable « progrès » de certaines conditions matérielles de l'existence qui accompagnait le développement des sciences au XIX^e siècle (peu d'ouvriers accepteraient de revivre dans les conditions du paysan de La Bruyère, même si beaucoup de prolétaires sont tentés par le retour à la terre — mais à portée de 2 CV ou d'hélicoptère de la civilisation), le renversement de l'illusion progressiste a pour base l'incontestable régression de la sécurité, du confort, du « bonheur de vivre » qui semble accompagner à présent la poursuite de l'urbanisation et de l'industrialisation.

L'idée est toujours que le développement des forces productives est une donnée, indépendante des rapports sociaux, mais contribuant de façon déterminante à la façonner. C'est le développement des « mégatools » qui engendre la hiérarchie et la société policière. Ces « mégatools », loin de libérer l'homme, l'asservissent, l'abrutissent, le polluent, l'empoisonnent.

Naturellement, un instant de réflexion suffit à détruire la thèse. La plus modeste machine à coudre, lorsqu'elle est mise en œuvre sous l'autorité d'un patron de manufacture, avec le régime salarial qui lui correspond (le salaire aux pièces), peut fonctionner comme un redoutable instrument de torture des ouvrières. Et, si le fonctionnement des centrales nucléaires suppose un encadrement policier de la population, il faut rappeler que cet encadrement est présupposé à leur construction (comme on l'a vu à Malville en juillet 1977), que le libre déplacement des prolétaires, affranchis du livret de travail, est une conquête assez tardive, et qui n'est d'ailleurs pas encore acquise pour les travailleurs immigrés... qui construisent les centrales. Bref, les rapports sociaux modèlent de bout en bout les forces productives : soit qu'ils entraînent de nouveaux moyens de production domestiques, soit qu'ils produisent de nouveaux moyens de production qui, par leur caractère d'immense accumulation de capital fixe, expriment ouvertement la nature des rapports qui les ont engendrés.

La critique illichienne eut du moins un effet positif : dans les années 1968-73, elle fournit des arguments contre la « théorie des forces productives ». Mais, parce qu'elle se trompait de cible, elle risquait

15. J'ai largement partagé cette idée de 1974 à 1977.

de se tromper d'alliés. Même s'il est juste de soutenir les aspirations radicales qui s'expriment dans le refus de la production et des produits capitalistes, y compris contre le corporatisme ouvrier qui « défend l'emploi », le risque est grand, dès qu'est perdue la référence aux intérêts prolétaires, de faire le jeu du « redéploiement » et de la « croissance douce » qui sont à présent si chers à V. Giscard d'Estaing et L. Stoléru. Le tout au nom du « qualitatif », opposé mécaniquement au quantitatif. « Ils n'ont pas de pain ? disait déjà Marie-Antoinette. Qu'ils mangent de la brioche ».

Cette critique brutale ne doit pas faire oublier le rôle globalement positif de l'attaque portée, par le mouvement écologiste, contre le culte des forces productives, dans lequel communiait la quasi-totalité des forces de gauche et d'extrême-gauche, et qui les a enfermées dans une ligne de résistance économe face à la crise.

« Comment n'avons-nous pas remarqué que chaque mode de production, lorsqu'il arrive sur la fin de sa course, atteint des limites dans l'exploitation de la nature qui semblent être les limites de la nature elle-même ? Limites qu'il veut dépasser en exacerbant son emprise jusqu'à la stagnation, voire la destruction de ce qu'il prétend développer ».

Que la prise de conscience écologique ne soit rien d'autre que la forme actuelle de la prise de conscience des limites de la production capitaliste : voilà une autre chose qui nous avait complètement échappé¹⁶.

L'opéraïsme

Venons-en maintenant à la position 2, qui voit dans les forces productives la matérialisation d'un rapport de forces entre les classes. Même si la position présentée dans ce livre (chapitre 10) est plus nuancée (nous avons pris en compte la coopération, la socialisation du savoir, son incorporation dans la machinerie, etc.), elle se rattache principalement à cette position 2, dans la mesure où le développement de la coopération est pour nous dominé par la tendance à la séparation, à la dépossession du producteur direct.

Cette position, nous l'avons dit, est représentée par deux courants théoriques : l'althussérisme français et l'opéraïsme italien. Même si les thèmes correspondants (antiproduktivistes, anti-hiérarchiques) sont depuis

16. Voir ma critique de la convergence de thèmes « néo-socialistes » et « néo-libéraux » dans « Derrière les programmes, voir les forces... » (*Les Temps modernes*, décembre 1976 ; repris et développé dans le recueil sous la direction de S. C. Kolm, *Solutions socialistes*, Ramsay, 1978, et dans mon texte « Le Double Aspect de la crise » du recueil *Le Temps des crises*, Maspero, 1979). Cette critique est développée par J.-P. GARNIER et D. GOLDSCHMIDT, *Le « Socialisme » à visage humain*, Ruptures, 1978.

17. On déchiffre cette idée en filigrane dans les études médiévistes de l'école des *Annales* à propos de la grande crise de la seconde moitié du XIV^e siècle, qui enleva à l'Europe près de la moitié de ses habitants.

18. José STACCO, « Produire ? », *Partis Pris*, n° 1, mai 1978, Éditions S. E. P., 1, rue Keller, 75011.

dix ans portés au sein de la Confédération française démocratique du travail, c'est essentiellement en Italie qu'ils ont réussi leur « percée » tant dans le débat politique que syndical.¹⁹

Ce qui était reproché à la version italienne de la théorie des forces productives, c'était non seulement son gradualisme (le capitalisme développe automatiquement les forces productives qui engendrent le socialisme), mais plus largement la séparation qu'elle induisait entre production et répartition, entre l'usine et la société, entre lutte économique et lutte politique, entre les conditions matérielles de l'existence de la classe ouvrière et sa conscience de classe, ce qui aboutit à séparer la lutte de classe dans la production et le projet socialiste. Bref : le révisionnisme rompt avec le matérialisme. La « réaction subjectiviste » à la théorie des forces productives va au contraire concentrer son attention sur la forme imposée au processus productif par le rapport social capital/ouvriers.

Un premier rameau avec Foa, Ferraris, Lettieri, etc., insiste essentiellement sur la critique de l'organisation du travail par le capital, et lui oppose des projets de « nouveau modèle de développement » et de « contrôle ouvrier ». C'est évidemment ce rameau qui, à travers l'œuvre d'A. Gorz, a touché la France le premier. Son principal défaut est de réduire la classe ouvrière à une pauvre bête ayant vendu sa peau : la critique de la façon dont on la tanne prend alors nécessairement un tour moraliste (c'est inhumain) ou rationaliste (on pourrait faire tellement mieux avec un peu de participation). Même s'il ne tombe pas dans ce dernier travers, l'ouvrage cité d'A. D. Magaline n'échappe pas au premier défaut.

L'autre rameau, apparemment tout opposé, constitue le « filon opératoire » proprement dit. Face au « plan » du capital se dresse le « contropiano »²¹ de la classe ouvrière, qui vient bloquer l'accumulation. La lutte des classes se résume à une série d'offensives et de contre-offensives, portées au niveau du procès de travail, et donc de la structure du prolétariat. Ce qui débouche sur une double mythologie (que nous critiquerons ultérieurement) : celle d'un capital doué de raison planificatrice stratégique, incarné par son Etat, et celle, symétrique, de La Classe. En suivant l'œuvre d'A. Negri, on peut reconstituer le combat de ces deux titans.²²

19. Comme je l'ai indiqué, quelques-uns (A. Gorz, puis A. Granou) introduisent en France, dans les années soixante, des échos de la réflexion des Italiens. Mais A. Gorz (dont les livres et articles ne furent pas sans écho dans la C.F.D.T.) s'intéressait surtout aux techniciens. Sans doute parce qu'il n'y avait pas en France de ces grandes luttes d'O.S. qui firent tomber le gouvernement Tambroni.

20. Selon les termes de la thèse « Sur le matérialisme » du I^{er} Congrès national de *Lotta continua* (Éditions Lotta Continua, 1975). Cette organisation procédait alors à un bilan de sa filiation opératoire. La classification des courants opératoires ici présentée s'inspire de cette thèse.

21. Titre d'une revue opératoire.

22. Cité ici d'après le recueil *La Classe ouvrière contre l'Etat*, Galilée, 1978. Voir notamment : « Sur Keynes » (p. 33 et s.), « Marx sur le cycle et la

Jusqu'en 1917, la classe ouvrière est composée d'ouvriers professionnels « possesseurs » de leur savoir-faire ; la grande industrie n'est pas taylorisée. Les révolutions russe, italienne, allemande sont l'œuvre de l'ouvrier professionnel²³. Face à la menace, le capital réagit par le fordisme, qui détruit l'O.P. et lui substitue l'ouvrier de masse, sapant ainsi la possibilité d'une organisation prolétarienne de type élitiste (léniniste). Cependant, cette « massification » de la production engendre la crise de surproduction des années trente ; l'Etat keynésien intervient alors en imposant l'extension de la consommation ouvrière. Deux avantages : faire la part du feu, face à la pression ouvrière (rendre ses bases au réformisme ouvrier), et d'autre part amorcer la planification du capital sous l'égide de l'Etat. Mais cette réponse reste contradictoire. Car l'élévation de la composition organique du capital, « voie technologique de la répression », aboutit à une baisse du taux de profit si elle n'est pas compensée par une hausse du taux d'exploitation. La bataille de l'ouvrier-masse contre l'Etat-Plan va donc se porter sur le terrain du salaire : ou l'Etat-Plan parvient à la maintenir dans le cadre fixé par le schéma d'accumulation (celui de l'« Age d'or »), ou le prolétariat fait « sauter le plan du capital ». On assiste ainsi à une « simplification de la lutte des classes » : le taux de partage profit/salaire exprime directement, politiquement, le « pouvoir de commandement » de l'Etat capitaliste sur la classe.

Dans les années soixante, « le réformisme est sorti de son lit ». La classe arrache des augmentations de salaires qui brisent le « miracle italien » ; ces conquêtes se généralisent à l'ensemble du « prolétariat » (c'est-à-dire l'armée de réserve) : étudiants, pensionnés, chômeurs, etc. La classe devient prolétariat sur le terrain social tout entier. La lutte est portée sur le terrain de la dépense publique (capital de l'« Etat-usine ») : autoréductions, abus des congés de maladie et de la caisse de chômage, etc.

Le Compromis historique propose une reconduction du keynésianisme, devenu à la fois impraticable (pour le capital) et réactionnaire (pour le prolétariat). En réalité, la crise déchaînée par le capital est une véritable opération de destruction des forces productives, dont la cible est l'ouvrier-masse engendré par l'automation. Mais cette opération de « décentrement productif », visant à jouer « l'usine contre la société » par la mise en chômage de l'ouvrier-masse, en portant encore plus loin l'automatisation et la tertiarisation, se heurte à la généralisation de l'ouvrier social. Lorsqu'éclate en 1977 le « mouvement » des étudiants et des

crise » (p. 100-115), « Crise de l'Etat-Plan » (p. 184), « Prolétaires et Etat » (thèses 1 et 6). J'intègre à l'exposé qui suit des prolongements empruntés à S. Bolosna (divers articles dans *Lotta continua* en 1977-1978).

23. Effectivement, l'*Ordine nuovo* de Gramsci est profondément marqué par le culte de la professionnalité, du travailleur collectif capable de remettre en marche les usines (voir note 27).

24. A. Negri, « L'Etat, les Dépenses publiques », *Critiques de l'économie politique*, n° 3, Maspero, avril-juin 1978.

« sous-employés », les « autonomes » qui ont suivi Negri n'hésitent pas à transférer à cette incarnation de l'ouvrier social le flambeau que déte-
nait dans les années soixante l'ouvrier-masse de Mirafiori.

Mais un autre rameau s'est détaché de l'opéraïsme pour rejoindre le camp du réformisme : avec Asor Rosa, Cacciari et M. Tronti, il parle d'un « usage ouvrier du capital ». Les thèses d'A. Negri amènent en fait à cette même conclusion : « La classe ouvrière, au lieu d'être manœuvrée, se déplace elle-même et subordonne le capital à ses propres comportements »²⁵. Pourtant, A. Negri souligne qu'il reste toujours à détruire la dernière ligne de repli du « pouvoir de commandement du capital » : son Etat terroriste. Mais, en faisant de la massification du prolétariat le produit de la réaction capitaliste à la révolution d'Octobre, et en faisant de cette massification un bloc rigide et invincible, l'opéraïsme ouvrait la voie aux thèses euphoriques qui ont conduit certains à rejoindre le projet néo-révisionniste du « nouveau modèle de développement », d'autres (tels *Lotta continua*) à parler d'un usage ouvrier du révisionnisme. Euphorie qui s'est écroulée le 20 juin 1976 avec la défaite du P. C. I. devant la démocratie chrétienne.

Ainsi, paradoxalement, la position 2, qui exalte l'autonomie de la classe ouvrière, son statut de « classe pour soi », en arrive à rejoindre les tenants de l'amendement à la position 1. Qu'ils aient choisi le camp de la « première Italie », celle qui travaille dans les grandes usines et aspire à « se faire Etat », c'est-à-dire à prendre la direction de la gestion de la crise, ou qu'ils aient choisi l'« autre Italie », celle des marginaux qui ont déclaré la guerre à l'Etat, ils considèrent que la classe est maintenant à même d'imposer son plan ou ses « besoins », et ne diffèrent que sur la possibilité de s'emparer tel quel du « pouvoir de commandement » incarné par l'Etat capitaliste.

A l'origine de cette impasse, une triple réduction. D'abord, une réduction des rapports capitalistes au troisième des rapports constitutifs du mode de production que nous avons introduits : l'opposition capital/ouvriers dans l'organisation du travail, en omettant symétriquement la concurrence intercapitaliste et le caractère marchand de la force de travail. Cette réduction renvoie au problème plus général du « capital planifié », et nous en traiterons dans la conclusion générale de cette première partie. Signalons simplement qu'elle aboutit à faire de la classe un bloc, sans que soit posé le problème de sa constitution comme classe pour soi par-delà la diversité des conditions et des statuts des prolétaires. C'est pourquoi l'opéraïsme tend à exalter la figure typée d'un prolétaire

25. *La Classe ouvrière contre l'Etat*, p. 285. Voir aussi p. 124-126 et 205. La possibilité formelle de cette convergence, à première vue extraordinaire, mais confirmée par le ralliement de nombreux ex-opéraités au P. C. I., explique peut-être que des économistes membres du P. C. F., comme C. Palloix (qui en revanche fustige le pessimisme de Magaline) ou S. de Brunhoff, n'hésitent pas à citer élogieusement A. Negri (qui, pour le P. C. I., est un « fasciste rouge »).

Pour une critique de l'opéraïsme « P. C. Iste » (Tronti, etc.), voir par exemple C. Preve, « L'Ideologia Italiana », *Ombre Rosse*, n° 24, Roma, mars 1978. Je n'ai pas développé la critique de ce courant, parce qu'il reste pour le moment pratiquement inconnu en France (malgré de récentes tentatives de C. Palloix).

figurant son époque et exprimant la totalité des contenus du communisme à un moment donné du cycle des luttes : Gasparazzo ou Alice ».

La seconde réduction fait du rapport social d'appropriation réelle ou de dépossession un pur rapport social, entre classes, et non un rapport des hommes entre eux dans l'appropriation de la nature. C'est pourquoi l'« ouvriérisme », en 1977, a pu si facilement abandonner le terrain de l'usine : même si la massification a eu pour enjeu la maîtrise du procès de travail, une fois la première réalisée, la seconde n'est plus qu'un prétexte. Et le prolétaire ne renvoie plus à un statut professionnel d'ouvrier. Les formes de coopération, à l'intérieur du procès de travail, qui, chez Marx, Engels, Lénine ou Gramsci, fondaient le rôle dirigeant de la classe ouvrière (et induisaient une forte déviation productiviste²⁷), n'ont plus aucune importance quand est déprécié à ce point l'autonomie, voire la pertinence du concept de « forces productives ».

Une troisième réduction, qui résume les précédentes, fait de ce rapport un pur rapport vertical abstrait : le rapport de « commande-

26. Gasparazzo est l'émigrant monté dans les années soixante du Mezzogiorno vers les usines Fiat de Mirafiori. Alice est la jeune prolétaire féministe, libre comme l'air, du mouvement de 1977.

Pour une critique de cette tendance (qui a au moins le mérite de rechercher le support matériel de son projet politique), voir « La Linea attuale di Lotta continua : novità e contraddizioni », *Nuovo Impegno*, 1974, n° 30. Cette revue est animée par des marxistes-léninistes « classiques » sortis vers 1969 de l'opéraïsme (Luperini, etc.).

27. Les trois premiers ont souvent évoqué l'habitude de la discipline industrielle chez les ouvriers (opposée aux habitudes individualistes des petits producteurs marchands) pour fonder le rôle d'avant-garde du prolétariat. Quant à Gramsci, si nous avons vu à quel point il a su repérer les bases du corporatisme ouvrier dans le propre statut de « vendeur de sa force de travail » du prolétariat, il continue à partager, avec ses maîtres anarcho-syndicalistes (De Léon, Sorel), le culte de la professionnalité propre au type d'ouvrier de l'avant-fordisme : l'O. P. qui, s'il n'est pas propriétaire de ses moyens de production, en reste néanmoins possesseur. C'est pourquoi Gramsci, qui critique radicalement le salariat, ne remet pas en cause l'organisation du travail dans l'entreprise : « Chacun est indispensable, chacun est à son poste et chacun a une fonction et un poste. Jusqu'au plus ignorant et au plus arriéré des ouvriers, jusqu'au plus vaniteux et au plus "dandy" des ingénieurs, tous finissent par se convaincre de cette vérité à travers l'expérience de l'organisation d'usine : tous finissent par acquiescer assez de conscience communiste pour mesurer quel grand pas en avant représente l'économie communiste par rapport à l'économie capitaliste » (p. 281).

« L'ouvrier ne peut se concevoir lui-même comme producteur que s'il se conçoit comme une partie indissociable de tout le système de travail qui se résume dans l'objet fabriqué, que s'il ressent, vivant en lui, l'unité de ce processus industriel qui exige la collaboration du manœuvre, de l'ouvrier qualifié, de l'employé d'administration, de l'ingénieur, du directeur technique » (p. 285).

Parallèle idéologique convient bien aux horlogers autogestionnaires de chez Lip (la Franche-Comté n'est-elle pas le berceau de l'anarcho-syndicalisme ?) ; elle est scandaleuse pour l'O. S. de Flins (et même pour l'O. S. de Lip, comme on le voit avec les problèmes de la mise en place de la coopérative L. I. P. en 1978).

Pour une critique nuancée des thèses productivistes de Gramsci, voir les textes de Lotta continua dans *Les Temps modernes* de juin 74 : p. 2225, 2227, 2234-2272. Voir aussi la critique de l'idéologie italienne du « contrôle ouvrier », qui s'inspire du productivisme de Gramsci tout en le dépassant mais en restant piégé dans l'usine (p. 2198-2200).

ment ». Finalement, la lutte de classes n'oppose plus que la tyrannie et la révolte (ou le projet réformateur). La spécificité du mode de production capitaliste est dissoute. Le matérialisme se résume à la thèse, juste mais courte, qu'« on a raison de se révolter ».

Le double aspect du prolétariat et des forces productives capitalistes

Nous disposons à présent de quelques éléments qui, par la négative, viennent cadrer ce que *pourrait être une position dialectique révolutionnaire du problème, la fameuse « troisième position »*. Insistons au préalable sur un point : il ne s'agit pas d'un retour à la « véritable » position marxiste. Les tenants de la théorie des forces productives trouveront toujours des citations pour étayer le caractère « marxiste » de leurs thèses. Ch. Bettelheim a beau passer les derniers textes de Lénine à la loupe, B. Coriat a beau tenter de défendre les *Grundrisse* contre Richta : il est incontestable que Lénine trouvait du bon au taylorisme et Marx au machinisme, qu'ils pensaient que ça pouvait toujours servir à construire le communisme. Pire : contre les anarchistes, Engels et Lénine n'hésitent pas à parler de la « salubre discipline de l'usine ».

On pourrait se contenter de parler de « sories » : Marx et Lénine baignent dans l'idéologie dominante de leur propre époque, et la vision du monde techniciste de la bourgeoisie imprègne le prolétariat. Mais cette vision du monde a des racines matérielles, et ce sont elles qui engendrent la classe ouvrière et les forces productives capitalistes. Il est donc beaucoup plus intéressant de retourner directement à l'étude de la dialectique objective des conditions de la production et du projet révolutionnaire prolétarien, en considérant que les textes ambigus de Marx ou de Lénine renvoient justement au caractère objectivement contradictoire de cette dialectique. Prendre au sérieux une dialectique, c'est prendre au sérieux à la fois l'unité et la lutte entre les pôles opposés qui constituent son objet. Dans notre critique de la théorie des forces productives, sous sa forme « amendée », nous n'avons pris en compte qu'un seul aspect

28. Ce qui permet aux nouveaux philosophes de retrouver sans peine le goulag dans Lénine. Inutile de nier que, de même, l'Inquisition est effectivement dans les Evangiles (le Christ ne dit-il pas : « Qui n'est pas avec moi est contre moi »). « Tu es Pierre et sur cette pierre je bâtirai mon Eglise » ?). Ce n'est pas avec d'aussi misérables réponses que l'on combattra les nouveaux philosophes, mais en prenant en compte leurs critiques de fond au « marxisme historiquement constitué ».

Naturellement, ce n'est pas parce que Lénine et Staline avaient trop lu Marx que l'U.R.S.S. a échoué dans le capitalisme d'Etat. Ch. Bettelheim montre de façon beaucoup plus matérialiste comment la reproduction des rapports capitalistes, base de départ inévitable de l'expérience soviétique, l'a emporté sur les tentatives, souvent marquées il est vrai d'illusions productivistes, de faire naître des rapports et des pratiques communistes.

du problème : le caractère capitaliste des forces productives, d'une part, le caractère « en soi » de la classe ouvrière, définie comme place dans les rapports de production capitalistes, d'autre part.

Or le prolétariat présente un double aspect.

— Il est défini, comme « classe en soi », par la structure du capitalisme. S'il n'y avait pas de capitalisme, il n'y aurait pas de prolétariat. Le prolétariat, c'est une situation, un « état », dans la société capitaliste. Les membres de la classe ouvrière vivent et mangent en s'inscrivant dans ses rapports de production. Or « il faut bien vivre ».

— Mais, comme « classe pour soi », autonome, qui prend conscience de sa situation et veut s'en libérer, le prolétariat est antagonique au capitalisme, il vise à sa destruction (donc à sa propre abolition comme classe des prolétaires exploités).

Ces deux aspects sont indissolublement liés : s'il n'y avait pas de classe ouvrière dans les rapports de production capitalistes, il n'y aurait pas de tendance à la révolution prolétarienne. Mais, en même temps, ils sont polairement opposés : ce n'est pas la même chose de lutter pour plus de salaire, plus de contrôle, dans la société capitaliste, et de lutter pour l'abolition du salariat, pour le pouvoir ouvrier. Cela correspond à deux stratégies, deux tactiques, deux formes d'organisation contradictoires, même si les deux stratégies peuvent temporairement se confondre dans une tactique unique, même si les orientations correspondantes peuvent se disputer l'hégémonie sur une structure organisationnelle syndicale unique. Car cette lutte entre deux projets repose sur la base unique de la condition matérielle faite au prolétariat dans la société capitaliste. C'est pourquoi Marx peut écrire, en parlant du syndicat :

« Les syndicats agissent utilement en tant que centres de résistance aux empiétements du capital. Ils manquent en partie leur but dès qu'ils ont un emploi peu judicieux de leur puissance. Ils manquent entièrement leur but dès qu'ils se bornent à une guerre d'escarmouches contre les effets du régime existant, au lieu de travailler en même temps à sa transformation et de se servir de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation définitive de la classe travailleuse, c'est-à-dire pour l'abolition définitive du salariat ».

29. C'est la base de la tactique de « front unique » préconisée par Lénine au III^e Congrès de l'Internationale communiste.

Remarquons que cette coexistence de deux « consciences de classe » dans le prolétariat interdit de jauger le caractère « anticapitaliste » d'un mouvement de masse à la présence de la classe ouvrière en son sein. Dans *Le Capital* et son espace, j'écrivais que dans les mouvements sur les « fronts dits secondaires » (régionalisme, écologisme, féminisme) coexistaient une tendance moderniste (ou rétrograde) et une tendance anticapitaliste, et que cette dernière ne pourrait progresser que par le lien de ce mouvement à la lutte des classes. J'aurais dû préciser que l'« hégémonie prolétarienne » n'est nullement garantie (et ne présuppose même pas toujours) par l'implication de la classe ouvrière, elle-même concernée par cette ambivalence.

30. Conclusion de *Salaire, Prix et Profit* (op. cit.).

Dans le *Manifeste*, Marx et Engels étaient encore plus nets : le principal

Et de même Gramsci, qui reconnaît dans l'association, même primaire, du prolétariat face à la concurrence du marché capitaliste un élément fondamentalement positif, reconnaît dans ce même associationnisme la base matérielle du réformisme, sans faire aucunement appel à la « trahison des chefs vendus » :

« Le principe de l'association et de la solidarité devient l'essence même de la classe laborieuse, il change la psychologie et le comportement des ouvriers et des paysans. Des groupements et des organismes sont créés à travers lesquels ce principe s'incarne ; ils servent de base de départ au processus de développement historique qui mène à la mise en commun des moyens de production et d'échange³¹. »

Et pourtant :

« Les ouvriers sentent que l'ensemble de "leur" organisation est devenu un appareil tellement énorme qu'il a fini par obéir à des lois qui lui sont propres, impliquées dans sa structure et son fonctionnement complexe, mais étrangères à la masse qui a pris conscience de sa mission historique de classe révolutionnaire. Ils sentent que leur volonté n'arrive pas à s'exprimer de façon claire et précise, à travers les actuelles hiérarchies de leur institution³². »

Mais, de la même façon que le syndicat est un outil indisponible pour le pouvoir ouvrier, les forces hautement productives et socialisées du capitalisme développé forment une base largement inutilisable pour l'édification du communisme.

Et pourtant Marx, dans les *Grundrisse*, alors même qu'il dénonce le caractère « étranger » au producteur du système automatique de machines, y reconnaît « les conditions matérielles capables de faire éclater la base étriquée du capital³³ ».

C'est que les forces productives développées par le capitalisme ont elles aussi un double aspect : socialisation extrême des puissances manuelles et intellectuelles du travail combiné, capable d'abaisser au maximum le temps de travail socialement nécessaire à la reproduction des producteurs, mais cela sous la contrainte de l'appropriation privée par des capitalistes, qui n'abaissent le temps de travail nécessaire que pour accroître la plus-value. Socialisation en un double, un triple sens même : effacement des barrières entre les branches par l'augmentation des consommations intermédiaires, de branche à branche et de pays à pays, développement de la coopération, de plus en plus complexe, à l'intérieur de

intérêt de la lutte revendicative, c'est qu'elle développe l'associationnisme, et celui-ci permet à son tour une forme de lutte supérieure. « De temps en temps les prolétaires sont vainqueurs, mais seulement pour un temps. Le fruit réel de leurs luttes réside non dans leur résultat immédiat, mais dans l'extension de l'union des travailleurs. »

31. « La Conquête du pouvoir », loc. cit.

32. « Syndicats et Conseils », loc. cit.

33. T. II, p. 223.

chaque unité de production, fusion des savoir-faire et des expériences parcellaires en un savoir scientifique général. Mais appropriation privée en un triple sens : monopolisation des moyens de production entre les mains des capitalistes, dépossession des producteurs et incorporation de leur savoir-faire dans la machinerie complexe sous la seule autorité des agents de la domination capitaliste, enrôlement des puissances intellectuelles sous la forme d'une « science » séparée, du côté du capital.

Nous avons montré, dans le chapitre 10, l'unité de ces deux aspects : sans la propriété capitaliste, pas de socialisation des forces productives. Mais nous avons esquissé, dans le chapitre 15, la lutte entre ces deux aspects, qui constituent la contradiction fondamentale du capitalisme (que nous développerons dans les deuxième et troisième parties) : hausse de la composition organique abaissant le taux de profit, dévalorisation du capital engagé compensant sa mise en valeur, contradiction entre la hausse du taux d'exploitation et la hausse de la masse de marchandises à réaliser.

Il y a deux façons d'envisager la lutte à partir de l'unité dans une contradiction, et A. Heller a magistralement montré comment Marx oscillait entre les deux³⁴ :

— la voie évolutionniste, où l'un des aspects est nécessairement et progressivement dominé et résorbé, où l'autre aspect se développe au point de « dépasser » la contradiction : on se contente de prolonger l'unité en résorbant les aspects négatifs de l'autre aspect ;

— la voie de l'autonomisation de l'un des aspects, et de la rupture révolutionnaire.

La théorie des forces productives, l'évolutionnisme du « marxisme » de la II^e et de la III^e Internationale, empruntent la première voie : l'appropriation privée disparaît et la socialisation l'emporte. D'où l'intérêt de la critique par les althusseriens des résidus de la dialectique hégélienne dans certains textes de Marx. Notamment la fameuse préface de la Contribution :

« A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure.

34. Agnès HELLER, *La Théorie des besoins chez Marx*, U. G. E., 10/18, 1978. Voir en particulier le chapitre 4. Cependant, dans le détail de l'exposé, A. Heller confond souvent différents problèmes, changeant tantôt d'idée, tantôt d'exemple (voir note 55).

L'introduction de la « théorie des besoins » a eu une très grande importance en Italie au moment de la crise de l'opéraïsme. Voir par exemple les articles de A. NEGRI, A. VIGNORELLI, P. A. ROVATTI, *Aut Aut*, 155-156, sept.-déc. 1976.

[...] Les rapports de production bourgeois sont la dernière forme contradictoire du processus de production sociale, contradictoire non pas dans le sens d'une contradiction individuelle, mais d'une contradiction qui naît des conditions d'existence sociale des individus ; cependant, les forces productives qui se développent au sein de la société bourgeoise créent en même temps les conditions matérielles pour résoudre cette contradiction. Avec cette formation sociale s'achève donc la préhistoire de la société humaine. »

On retrouve la même idée dans *Le Capital* :

« Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et sous ses auspices. La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés³⁵. »

Cette conception du « dépassement » présuppose une certaine idée de l'unité des éléments en lutte : les deux pôles restent extérieurs l'un à l'autre, et ce qui fonde leur unité fonde aussi la victoire de l'un d'eux. Dans le cas des forces productives, la forme de la socialisation est indépendante du fait qu'il y a socialisation par des propriétaires-exploiteurs privés. Certes, les capitalistes ont socialisé les forces productives, mais... les forces productives socialisées sont des forces productives socialistes³⁶ ! La chrysalide est déjà un papillon quand elle fait éclater le cocon...

Face à cette position, la critique althusserienne a réaffirmé le caractère capitaliste des forces productives qui font craquer l'« enveloppe » : la chrysalide n'est toujours pas présentable. Dès lors, la crise n'est qu'un moment de la reproduction de la correspondance entre rapports de production et forces productives. Non seulement elle ne permet pas de « dépasser » les rapports capitalistes, mais encore (position extrémiste de Balibar) elle ne risque même pas de les miner³⁷.

35. K., I, XXXII, « Tendence historique de l'accumulation capitaliste », p. 566. Dans l'ensemble du développement, la « tendance » au renversement du capitalisme figure dans le prolongement exact des grandes « lois tendancielles » de l'accumulation (centralisation, etc.) ! Cependant, remarque A. Heller, Marx y introduit l'écho de « l'autre dialectique » (la révolte des exploités) sans que cela soit nécessaire à l'argumentation présentée : « A mesure que diminue le nombre des potentiels du capital qui usent et monopolisent tous les avantages de cette période d'évolution sociale s'accroissent la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière sans cesse grossissante et de plus en plus disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste. »

36. Comme le remarquent les auteurs de *Lire Le Capital*, il faut pour cela réduire le caractère privé à la propriété juridique, et ignorer le rapport d'appropriation réelle.

37. Comment alors « faire bouger » l'histoire ? E. Balibar est bien incapable de répondre (voir « D'Althusser à Mao ? », art. cité).

Remarquons que cette critique vaut tout autant pour l'opéraïsme³⁸. Selon une vieille tradition du marxisme italien (on la retrouve aussi bien chez A. Gramsci qu'A. Bordiga), l'opéraïsme identifie immédiatement, ou au moins très rapidement, classe en soi et classe pour soi. Le capital crée l'ouvrier-masse pour détruire l'ouvrier professionnel, mais l'ouvrier-masse se dresse aussitôt face à lui avec un nouveau « contre-plan ». Et de même pour l'ouvrier social. Bien entendu, le glissement existe tout autant chez Marx à propos du prolétariat qu'à propos des forces productives :

« Le développement de l'industrie, dont le promoteur involontaire est la bourgeoisie, remplace l'isolement des travailleurs, dû à la concurrence, par leur union révolutionnaire, due à l'association. [...] Ce que la bourgeoisie produit donc, par-dessus tout, c'est son propre fossoyeur. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables³⁹. »

Mais le fossoyeur en soi est-il un bâtisseur pour soi ? L'ouvrier-masse, l'ouvrier social sont-ils spontanément dotés de « capacité hégémonique », capables de « présenter leur intérêt comme celui de la société tout entière » ? C'est ce que n'hésitent pas à affirmer les opéraïstes, confondant souvent « intérêt ouvrier » et « besoins radicaux⁴⁰ ». Or la classe telle qu'elle est constituée par le capital a des « intérêts » à défendre dans cette société, qui ne sont pas forcément radicaux et pas forcément ceux de ses alliés.

Finalement, le « dépassement hégélien » ne nous mène... qu'au capitalisme⁴¹. Les forces productives léguées par le capitalisme sont réactionnaires, et la classe ouvrière, responsable en dernière instance du développement de ces forces, intégrée et corporatisée dans l'ordre capitaliste, n'est pas loin d'être aussi réactionnaire !

L'illusion de la « page blanche »

Mais, alors, ne vaudrait-il pas mieux fonder le projet socialiste sur l'absence de développement des forces productives, et, pourquoi pas, sur l'absence de la classe ouvrière ? La réaction subjectiviste au révisionnisme se replia, dans certains pays, dans les années soixante, sur cette position : le tiers-mondisme. Elle disposait de nombreux drapeaux : les luttes du tiers monde, la stratégie du « Che », la phrase de Mao : « C'est sur la page blanche qu'on écrit le plus beau poème. » Cette réaction entérinait

38. On peut d'ailleurs appliquer à l'opéraïsme la critique althusserienne de l'historicisme, qui veut que l'homme, produit d'une époque donnée, soit naturellement capable de transformer cette époque.

39. Conclusion du premier chapitre du *Manifeste*, « Bourgeois et prolétaires ».

40. Distinction développée par A. Heller.

41. Ce qu'A. GUCKSMANN avait appris dans le milieu des années soixante en lisant *Pour Marx*, et dont il fit un « tube » commercial, dix ans après, avec *Les Maîtres-Penseurs...* mais contre Marx.

l'ineluctabilité, l'impossible « dépassement » de la contradiction, mais s'en tirait en niant l'un des aspects ! Ce faisant, elle eut dans un premier temps un rôle principalement positif, et même doublement. D'une part, comme l'opéraïsme, elle incriminait les forces productives développées en qui la tradition marxiste voyait le fondement, voire le but du socialisme. D'autre part, elle brisait (une seconde fois, après Lénine) le dogme qui va de pair avec l'évolutionnisme hégélien : l'impossibilité de sauter les étapes, la succession des modes de production réglée comme une loi naturelle. K. Marx, qui a décidément fourni autant de pierres pour l'édification de son mausolée que pour sa destruction, avait justement envisagé le cas, et justement à propos des pays « sous-développés », des « mailles faibles ». Dans une lettre à Vera Zassoulitch, il évoque la possibilité de passer de la communauté paysanne russe au socialisme, en « sauvant » l'étape capitaliste : « Si la Russie continue à suivre la route qu'elle a prise en 1861, elle *perdra la chance la plus grande* que l'histoire ait jamais offerte à un peuple, et passera alors par toutes les funestes vicissitudes du système capitaliste ⁴². »

L'idée est simple : quand on a la « chance » d'avoir un rapport des hommes à la nature « déjà » socialisé sans que cela se soit fait par le biais d'une subordination à un propriétaire unique, il serait absurde de passer par la trajectoire petite propriété — propriété monopoliste — capitalisme d'Etat — socialisme.

On sait que Lénine, qui avait d'abord penché pour la stratégie « classique » (développer le capitalisme d'Etat pour briser la petite production), tenta, avec la N.E.P., de lutter contre la formation d'une bourgeoisie d'Etat par la voie de la libre association des paysans ⁴³. Cette stratégie fut consciemment mise en œuvre par Mao Tsé-toung qui, ne doutant pas qu'« en définitive l'issue réside dans la mécanisation », réaffirma toujours le primat de la coopération sur la mécanisation.

Or cette stratégie vient d'échouer. Même si, comme je le pense, elle a échoué pour des raisons tactiques, et non des raisons de fond, le coup est très grave pour ceux, dont je suis, qui avaient cru voir dans le maoïsme une réponse enfin solide (par-delà la fausse opposition trotskyste) au stalinisme.

Toute la difficulté est venue de ce que, sans le despotisme capitaliste, on n'avait pas non plus la socialisation et la productivité des forces productives capitalistes. On avait oublié l'unité de la contradiction. Mao avait bien dit « faire la révolution et promouvoir la production », mais ceux qui insistaient sur le premier aspect oublièrent le second, et les autres ont su conquérir la majorité sur un thème : « Développons la production, et qu'importe si on développe en même temps les rapports de production capitalistes. Chat noir, chat blanc, le bon chat est celui qui attrape les souris. » Les maoïstes avaient eu beau proclamer leur volonté de déve-

42. Lettre à Vera Zassoulitch du 8 mars 1881, publiée dans *L'Homme et la Société*, n° 5, Anthropos.

43. Cf. *Les Luttes de classe en U. R. S. S.*, t. I.

loper les forces productives, mais pas à n'importe quel prix ⁴⁴, la prophétie de Marx s'est réalisée :

« Le développement des forces productives est une condition préalable [du communisme], absolument indispensable, car, sans lui, c'est la pénurie qui deviendrait générale, et, avec le besoin, c'est aussi la lutte pour le nécessaire qui recommencerait et l'on retomberait fatalement dans la même vieille gadoue ⁴⁵. »

44. TCHANG TCHOUEN-KIAO, *op. cit.* : « Tant que les communes populaires n'auront pas assez à offrir pour pratiquer la communauté des biens, avec les brigades et les équipes de production, et que le système de propriété du peuple tout entier ne disposera pas d'une extrême abondance de produits pour appliquer, parmi nos 800 millions d'habitants, le principe de la répartition selon les besoins, on ne pourra que conserver la production marchande, l'échange par l'intermédiaire de la monnaie et la répartition selon le travail. Quant aux effets nuisibles qui en découlent, nous avons pris et continuerons à prendre des mesures adéquates pour les limiter. »

Les « mesures adéquates », c'est la Révolution culturelle, la critique de Lin Piao et Confucius, la campagne (que lance l'article) contre le droit bourgeois. Ici il faut dire un mot du mythe de la « page blanche ». Certes, la Chine est, du point de vue du développement des forces productives « modernes » (capitalistes ou socialistes), une « page blanche ». Cependant, les rapports de production qui ont modelé la Chine pendant quatre mille ans n'en font nullement une « page blanche ». Même si Mao n'en a pas immédiatement conscience, au niveau idéologique, la Chine n'a rien de socialiste lorsqu'en 1957 les rapports de propriété juridiques prennent une avance considérable sur tous les autres aspects de la réalité sociale. « Le socialisme est arrivé très brutalement dans le pays. Nous avons été la vache qui broute des herbes et ne les rumine que plus tard », écrit-il le 8 juillet 1957.

En réalité, la « page blanche » est tellement gribouillée que même la Grande Révolution culturelle prolétarienne sera contaminée par les formes idéologiques de la culture chinoise traditionnelle. Car il y a une façon de ne pas développer le capitalisme sans pour autant marcher au socialisme : c'est de développer le mode de production « asiatique », tributaire centralisé, avec sa confiance aveugle, religieuse, dans l'Etat et l'empereur, investi du « mandat du ciel ». Cette forme hideuse de mobilisation des masses sera attisée par la ligne de Lin Piao, qui sera dénoncée et battue par Wang Hong-wen à la Conférence de Lushan, puis critiquée par les Quatre comme « fasciste-féodale ». Quant à Hua Kuo-feng, il prendra bien soin de mobiliser à son profit le mythe du « mandat » (« c'est toi qui es aux affaires, alors je suis tranquille... »).

Dans *La Base sociale de la clique de Lin Piao*, YAO WEN-YUAN attribuera cependant cette ligne à la petite propriété marchande, notamment paysanne. Ce n'est nullement contradictoire : dans un régime tributaire, le petit paysan reste « possesseur » de sa parcelle et tend à s'adresser directement à un Etat tout-puissant ; c'est ainsi que MARX analyse le bonapartisme de Napoléon III (dans *Le 18 Brumaire de Louis-Napoléon-Bonaparte*) comme représentation politique du « sac de pommes de terre » que représentent les petits producteurs paysans (sur ces points, voir mon article « La Dictature du prolétariat », *La Commune*, n° 2, 1976, S. E. P.).

45. *L'idéologie allemande*, *op. cit.*

Pour une dialectique révolutionnaire des forces productives

Nous pouvons peut-être maintenant avancer d'un nouveau pas en reprenant le problème de la contradiction avec plus de subtilité : c'est la seconde voie évoquée. Il s'agit de comprendre comment, à quelles conditions, sur la base de l'unité et de la lutte des deux aspects de la contradiction, un des aspects peut s'autonomiser et transformer les termes de la contradiction (donc se transformer lui-même). C'est le problème fondamental de la dialectique matérialiste de Marx. On le retrouve partout : de la conception de l'histoire (« Les hommes font leur propre histoire sur la base de conditions données, héritées du passé ») au mécanisme de la plus-value relative (voir notre chapitre 13), en fait c'est déjà le schéma, le « paradigme », de la dialectique du travail⁴⁶.

La difficulté de cette dialectique, c'est que le côté des « conditions données », le côté de la contradiction qui pose l'unité et la lutte (mais

46. Les fondements de cette dialectique sont exposés dans le chapitre VII du *Capital* (« Production de valeurs d'usage »).

Les points clés en sont les suivants : « Le travail est de prime abord un acte qui se passe entre l'homme et la nature. L'homme y joue lui-même vis-à-vis de la nature le rôle d'une puissance naturelle. [...] »

« En même temps qu'il agit par ce mouvement sur la nature extérieure et la modifie, il modifie sa propre nature et développe les facultés qui y sommeillent. »

Remarquons que jusqu'ici on peut en dire autant qu'une molécule d'A.D.N. : c'est la dialectique spinoziste de la reproduction, celle à laquelle s'en tenaient les althusseriens. Mais Marx poursuit aussitôt : « Nous ne nous arrêtons pas à cet état primordial du travail où il n'a pas encore dépourvu son mode purement instinctif. Notre point de départ c'est le travail sous une forme qui appartient exclusivement à l'homme. [...] Ce qui distingue dès l'abord le plus mauvais architecte de l'abeille la plus experte, c'est qu'il a construit la cellule dans sa tête avant de la construire dans la ruche. Le résultat auquel le travail aboutit préexiste idéalement dans l'imagination du travailleur. Ce n'est pas qu'il opère seulement un changement de forme dans les matières naturelles ; il y réalise du même coup son propre but dont il a conscience, qui détermine comme loi son mode d'action, et auquel il doit subordonner sa volonté. »

Ce qui éclaire le problème des conditions de la production : « Le moyen de travail est une chose ou un ensemble de choses que l'homme interpose entre lui et l'objet de son travail comme conducteurs de son action. Il se sert des propriétés mécaniques, physiques, chimiques de certaines choses pour les faire agir comme forces sur d'autres choses, conformément à son but. »

« [...] Dès qu'il est tant soit peu développé, le travail ne saurait se passer de moyens déjà travaillés. [...] »

Outre les choses qui servent d'intermédiaires, de conducteurs de l'action de l'homme sur son objet, les moyens du travail comprennent, dans un sens plus large, toutes les conditions matérielles qui, sans rentrer directement dans ses opérations, sont cependant indispensables ou dont l'absence le rendrait défectueux. L'instrument général de ce genre est encore la terre, car elle fournit au travailleur le *locus standi*, sa base fondamentale, et à son activité le champ où elle peut se déployer, son *field of employment*. Des moyens de travail de cette catégorie, mais déjà dus à un travail antérieur, sont les ateliers, les chantiers, les canaux, les routes, etc. »

« A la fois base et champ de déploiement » : nous retrouvons bien la dialectique de l'histoire et celle de la plus-value relative.

la lutte qui reproduit simplement l'unité), ce côté-là ayant déjà fait l'objet des investigations du matérialisme bourgeois, celui du XVIII^e siècle, le côté « transformation », « autonomisation » s'est trouvé rejeté vers le spiritualisme.

« Le principal défaut de tout le matérialisme passé — y compris celui de Feuerbach — est que l'objet, la réalité, le monde sensible n'y sont saisis que sous la forme d'objet ou d'intuition, mais non en tant qu'activité humaine concrète, en tant que praxis, de façon non subjective. C'est ce qui explique pourquoi le côté actif fut développé par l'idéalisme, en opposition au matérialisme * 47. »

Le langage s'est ainsi trouvé piégé dans une série de couples (« objet/sujet », « nécessité/liberté ») dont on est bien obligé de se ser-

* 47. K. MARX et F. ENGELS, *Première Thèse sur Feuerbach*. Très significativement, lorsqu'elle veut distinguer les deux dialectiques, Agnès Heller emploie les qualificatifs « hégélienne » et « fichtéenne », cette dernière étant celle du développement de la « conscience de soi ». En réalité, si on enlève de la dialectique de Hegel le « devenir-sujet-de-la-substance », on retrouve simplement Spinoza. D'ailleurs, Marx (dans *La Sainte Famille*) identifie dans l'œuvre de Hegel deux éléments hérités : la substance spinoziste et la conscience de soi fichtéenne (voir sur ce sujet la présentation par J. Ponnier de la « Dissertation » de Marx : *Différence de la philosophie de la nature chez Démocrite et Epicure*, op. cit.). Sur l'opération althusserienne qui consiste à retrancher de Hegel la conscience de soi, voir l'appendice de mon article dans l'édition italienne « Da Althusser a Mao ? ».

Nous avons dit que le schéma de pensée, le « paradigme » originaire de la dialectique marxiste était en fait ce mouvement qui distingue la physique d'Epicure et de Lucrèce de celle de Démocrite : le « clinamen », la déclinaison des atomes. Dans le langage encore hégélien du très jeune Marx (1838), ce clinamen (qui connaît actuellement un regain de célébrité et de dignité grâce au livre de M. Serres, *La Naissance de la physique dans le texte de Lucrèce*, Minuit, 1977) représente justement l'affirmation de l'être pour soi singulier, par opposition à la trajectoire des atomes en ligne droite qui représente la détermination par un centre extérieur.

Il est navrant qu'en 1978 on en soit encore à recourir à ces « enfantillages » pour exprimer l'idée d'un procès d'autonomisation, sur la base d'un procès « donné » plus général. Tout se passe comme si, alors que la causalité transitive cartésienne avait obtenu depuis longtemps droit de cité, alors que la causalité spinoziste obtenait définitivement droit de cité avec la cybernétique, la biologie moléculaire, la psychanalyse lacanienne, etc., un barrage absolu avait été opposé par les gardiens de l'orthodoxie matérialiste contre le « devenir sujet », ce qu'E. Morin appelle l'« autogénération du soi ». Cette orthodoxie est déjà en retard sur les formes de causalité auxquelles ont recourus les sciences de la nature (je pense à la thermodynamique du déséquilibre de Prigogine, mais ce nouveau « paradigme » est encore insuffisant pour penser le mouvement réel des masses). Cependant, un rigoureux barrage scientifique (auquel participent aussi bien les althusseriens dans leur chasse au sujet que M. Paty qui, dans *France nouvelle*, n'a vu dans le livre de M. Serres qu'une attaque contre la conception classique, c'est-à-dire métaphysique, de la « scientificité ») interdit encore d'avoir recours à toute dialectique faisant intervenir ce quelque chose que Marx voulait rajouter à « tout le matérialisme passé ».

Faudrait-il avoir recours à la pieuse manœuvre consistant à faire passer la chose sous un manteau formaliste ? Opposer la « μ -dialectique » à la « σ -dialectique » ? Mais, pour expliquer un peu ce qu'on veut dire, il faudra bien utiliser les vieux mots « sujet », « soi », même sous la forme du préfixe grec « auto »...

vir, tout comme un texte se voulant formalisé doit bien avoir recours à la « langue naturelle ».

Nous avons déjà fait cette remarque à propos du couple social/privé, dans la section I. Et là encore la critique « anti-humaniste théorique » adressée par L. Althusser à Sartre, John Lewis, Karel Kosik et autres supports de la transcendance, loin de nous aider, relève plutôt de l'esprit de la forteresse à présent dénoncé. Mais, pour peu que l'on veuille bien prendre en compte quelque chose d'externe à la pure reproduction des conditions, et pourtant jailli sur la base des conditions (qu'on l'appelle besoin, projet, aspiration, ou ce qu'on voudra), la dialectique des forces productives peut se rouvrir, et il est à nouveau possible de parler du communisme comme d'une « tendance » du capitalisme sans retomber chez Hegel ni chez Staline.

Que fournit donc la « base » capitaliste comme condition et incitation à sa transformation révolutionnaire par le prolétariat ?

Comme condition : la socialisation du travail. Et cela en un triple sens. D'abord, cette socialisation tend à faire « éclater » l'enveloppe capitaliste. Cela ne signifie pas qu'elle entraîne le passage au socialisme. Mais cela signifie du moins qu'elle fragilise la reproduction des rapports capitalistes, qu'elle la met périodiquement en crise⁴⁸. Bien sûr, l'enveloppe peut se ressouder : au prix d'une guerre mondiale par exemple. Mais la brèche est temporairement ouverte à l'initiative autonome des masses. Ensuite, la socialisation des forces productives est — entre autres — renforcement de la classe ouvrière en tant que classe en soi. Cela n'en fait pas une force révolutionnaire. Mais si elle le devient... l'état des forces productives lui offre un « champ de déploiement » considérable. Enfin — et c'est le point le plus délicat —, même en tant que « socialisation » capitaliste, le développement des forces productives offre en effet une « base » au socialisme.

Entendons-nous bien. Ces forces productives, pas plus que l'Etat, ne pourront jamais être « utilisées telles quelles », puisque, leur utilisation telle quelle, c'est justement cela les rapports d'appropriation capitalistes. Mais elles offrent une matière première pour une nouvelle « révolutionnarisation des forces productives », révolutionnarisation sans rapport avec la précédente, car elle ne se mesure plus par une croissance quantitative, mais par une transformation qualitative⁴⁹ : la réappropriation, individuelle et collective, de la maîtrise de la nature, la capacité

48. « La révolution ne pourra avoir lieu qu'à la faveur d'une nouvelle crise, mais celle-ci est aussi inévitable que celle-là » (Marx, *Le 18 Brumaire de Louis-Napoléon-Bonaparte*). L'étude de l'« inévitabilité de la crise » fera l'objet des deuxième et troisième parties.

49. « Contrairement à l'interprétation dominante, nous devons donc comprendre les phrases classiques évoquant la supériorité des forces productives du socialisme sur celles du capitalisme non comme une supériorité quantitative, non comme quelque chose de plus et de la même nature, mais comme une supériorité qualitative, parce qu'étant fondée sur des rapports différents entre les hommes elle implique des rapports différents des hommes à la nature » (José Stago, art cité).

On est loin de la « loi générale d'économie du temps de travail », qui, selon J.-L. Dallenmagne, servirait de gradimètre à la totalité des modes de production.

de « jouissance » dans l'activité pratique qu'elle procure. Une lutte prolongée, opiniâtre, pour reconstruire la socialité du travail en effaçant peu à peu les « stigmates » de la forme privée de son appropriation.

Il est extrêmement probable que, dans la période de transition, lutte à mort entre le communisme naissant et le capitalisme agonisant, tout ce qui sera gagné en réappropriation, au prix de discussions et luttes politiques, d'utilisation expérimentale des installations, etc., sera souvent perdu en productivité⁵⁰. C'est pourquoi le degré de développement des forces productives capitalistes n'est pas mécaniquement lié à la « maturité du communisme » : il est plus facile de se réapproprier une machine à coudre qu'une chaîne de montage. Mais, inversement, la « priorité à la politique », au « faire la révolution », sera d'autant plus réalisable que la reproduction économique sera affranchie de la régulation par le temps de travail, ce qui présuppose que les « besoins nécessaires » soient satisfaits pour une dépense insignifiante de travail vivant. C'est justement là le legs du capitalisme : le développement du temps libre, qui permet la création libre et de transformer l'activité nécessaire elle-même (que Marx n'ose pas toujours appeler « travail ») en jeu, le « premier besoin vital ».

On peut alors lire tout différemment les *Grundrisse*. La mesure du temps de travail disponible devient le seul indice *quantitatif* où se lise de façon simple ce qui, dans les forces productives de l'automatisme, relève de la socialisation et ce qui relève de l'appropriation privée. Mais à son tour ce temps disponible, en sus du travail nécessaire, que le capital utilise à produire le surtravail, une fois réapproprié par le prolétariat, devient la base de départ pour la réappropriation du temps de travail lui-même⁵¹. La phase de Marx : « Je représente la grande industrie

50. C'est là-dessus que se sont appuyés les adversaires chinois de la gauche maoïste : les « palabres » et « gaspillages » qu'imposaient les « affidés des Quatre » étaient inacceptables dans une Chine à la limite de la satisfaction de ses besoins élémentaires. Certes, comme le rappelle Ch. Bettelheim, le « gaspillage » n'est nullement prouvé, et l'initiative des troubles venait souvent de la droite. Mais la démagogie des uns et les sectarismes des autres (« Si vous continuez à former une bande à quatre, vous allez tomber ! », Mao) entraînèrent l'avis de la majorité.

51. On peut résumer de la façon suivante ce développement du « chapitre de l'automatisme » : « Avec ce bouleversement, ce n'est ni le temps de travail utilisé ni le travail immédiat effectué par l'homme qui apparaissent comme le fondement principal de la production de richesse, c'est l'appropriation de sa force productive générale, son intelligence de la nature et sa faculté de la dominer, dès lors qu'il s'est constitué en un corps social ; en un mot, le développement de l'individu social représente le fondement essentiel de la production et de la richesse.

« Le vol du temps de travail d'autrui sur lequel repose la richesse actuelle apparaît comme une base misérable par rapport à la base nouvelle, créée et développée par la grande industrie elle-même.

« Dès que le travail, sous sa forme immédiate, a cessé d'être la source principale de la richesse, le temps de travail cesse et doit cesser d'être sa mesure, et la valeur d'échange, la mesure de la valeur d'usage.

« [Le capital] tend toujours lui-même à créer du temps disponible d'un côté, pour le transformer en surtravail de l'autre. S'il réussit trop bien à créer du temps disponible, il souffrira de surproduction, et le travail nécessaire sera interrompu, parce que le capital ne peut plus mettre en valeur aucun surtravail. Plus cette

non seulement comme la mère de l'antagonisme, mais aussi comme la créatrice des conditions matérielles et spirituelles nécessaires à la solution de cet antagonisme, solution qui évidemment ne pourra pas se faire en douceur⁵², cette phrase de Marx prend un sens limité et précis : les conditions de la solution (la grande industrie) ne sont pas en elles-mêmes la solution.

Mais, plus encore que des conditions à la révolution sociale, le développement des forces productives capitalistes en créent le besoin. C'est ici bien entendu qu'affleure l'aspect « idéaliste » de la dialectique matérialiste. Ce « besoin » résume en effet toute l'autonomie de l'aspect révolutionnaire de la contradiction, c'est-à-dire ce qui n'est pas le simple prolongement des tendances antérieures, ce qui en « diffère⁵³ », ce qui n'est déterminé par l'état des choses existant qu'en s'y opposant — mais c'est déjà beaucoup ! Car les « besoins radicaux⁵⁴ », qui d'une certaine façon figurent à l'état de « rêve que l'humanité a dans la tête⁵⁵ » avant

contradiction se développe, plus il se révèle que la croissance des forces productives ne saurait être freinée davantage par l'appropriation du surtravail d'autrui. Les masses ouvrières doivent donc s'approprier elles-mêmes leur surtravail. De ce fait, le temps disponible cesse d'avoir une existence contradictoire. Le temps de travail nécessaire se mesure dès lors aux besoins de l'individu social [...]. Ce n'est plus le temps de travail, mais le temps disponible qui mesure la richesse.

« Il va de soi, au demeurant, que le temps de travail immédiat ne peut rester enfermé dans sa contradiction abstraite au temps libre — comme c'est le cas dans l'économie bourgeoise. Le travail ne peut devenir jeu, comme le voudrait Fourier, qui a eu le grand mérite de démontrer que le but ultime exige que l'on élimine non seulement la distribution actuelle, mais encore le mode de production, même sous ses formes les plus développées.

« Le temps libre — pour le loisir aussi bien que pour les activités supérieures — transformera tout naturellement celui qui en jouit en un individu différent, et c'est cet homme transformé qui se présentera ensuite dans le procès de production immédiat. »

Le verbe « devoir », utilisé à plusieurs reprises dans ce passage, exprime à nouveau le « but » de la tendance, non plus dans le sens spinoziste, mais au contraire dans le sens de la dialectique de la rupture révolutionnaire : dans le sens des « besoins radicaux » dégagé par A. Heller.

52. Lettre à Kugelmann du 17 mars 1868.

53. D'où, nous l'avons vu, l'intérêt de Marx pour le calcul différentiel et pour le « clinamen » d'Épicure et Lucrèce.

54. L'expression est tirée de la *Critique de la philosophie du droit de Hegel*. Après le passage célèbre « La théorie se fait force matérielle lorsqu'elle s'empare des masses », Marx précise : « La théorie ne peut être réalisée au sein d'un peuple que dans la mesure où elle est réalisation des besoins de celui-ci. [...] Une révolution radicale ne peut être que la révolution des besoins radicaux. »

55. « On verra que depuis longtemps le monde possède le rêve d'une chose dont il lui manque la conscience pour la posséder réellement. [...] Nous pouvons formuler la tendance de notre revue [les *Annales franco-allemandes*] en un seul mot : auto-explication de notre époque sur ses luttes et ses aspirations » (lettre de K. Marx à Ruge, mars 1843, dans *Textes, 1842-1847*, Cahiers Spartacus, 1970).

Même si le discours communiste de Marx s'est beaucoup épuré, sa conception « matérialiste » du rapport luttes/programme, mouvement réel/théorie, et donc masses/organisation, ne variera pas. C'est la même qui s'exprime dans le *Léning de L'État et la Révolution* (par exemple à propos de la Commune de Paris), c'est ce que Mao Tsé-toung appelle « ligne de masse » (et qui n'a rien à voir avec une « ligne à l'usage des masses »).

de se faire « praxis » qui transforme les conditions, ne sont pas le fruit d'une fantaisie arbitraire : ils constituent le « but » d'une tendance réelle, non pas dans le sens de la tendance spinoziste, qui est en général le nôtre dans ce livre, mais dans le sens de la dialectique révolutionnaire, une sorte de subjectivité matérialiste au nom de laquelle on « doit » abolir ce qui est devenu insupportable quand sont créées les conditions de faire autrement :

« Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état des choses existant⁵⁶. »

Est-il besoin de préciser que les « besoins radicaux » s'opposent aux « besoins sociaux » que nous avons définis à propos des schémas d'accumulation, comme la révolution s'oppose à la reproduction ? Ces besoins sont pourtant tout aussi matériels et jaillissent de la même base, mais les premiers s'opposent à la pérennité et à l'approfondissement des rapports capitalistes eux-mêmes, les seconds s'inscrivent au contraire dans leur dynamique. Y compris dans le domaine économique : les premiers bloquent l'accumulation, ouvrent la crise du système, les seconds sont au contraire intégrables dans la programmation capitaliste, ils aiguillonnent le développement des forces productives capitalistes. Ainsi s'opposent la lutte ouvrière autonome et la lutte syndicale trade-unioniste. Ces « besoins radicaux », quels sont-ils ?

Marx les déduit dès l'abord de la *Critique de l'économie politique* par la méthode hégélienne de la négation, en des pages aussi belles et

* 56. *L'idéologie allemande*, op. cit., p. 45.

Après Heller expose la différence entre les deux dialectiques en invoquant d'une part le couple « Hegel/Fichte » : d'un côté la transformation de « devoir » en causalité naturelle, de l'autre sa transformation au « devoir collectif ». D'autre part elle s'appuie tantôt sur la contradiction « force productive/rapport de production », tantôt sur la contradiction « social/privé » du chapitre I.

S'il est vrai que ce dernier exemple est incompréhensible dans la dialectique, plus spécifiquement spinoziste qu'hégélienne, de la « loi naturelle » (et c'est pourquoi Althusser interdisait de lire ce chapitre), on ne peut pas dire que la seconde dialectique soit spécifique à la contradiction social/privé.

Je proposerais, pour désigner les deux dialectiques, les couples « spinoziste/spécifiquement marxiste », ou « dialectique de la reproduction/dialectique de la rupture » (on sera évidemment tenté d'opposer plutôt immanence et transcendance, nécessité et liberté, etc.). Remarquons que, pour chaque contradiction donnée, les deux dialectiques ne sont pas étrangères l'une à l'autre : elles forment une contradiction, avec unité et lutte, etc. D'où le « double caractère » des forces productives, de la classe ouvrière, et même des besoins sociaux/radicaux.

En réalité, ces deux dialectiques correspondent à deux niveaux d'approfondissement de la même dialectique, selon que l'on prend en compte ou non la lutte entre l'aspect « unité » et l'aspect « lutte » d'une même contradiction. (Voir l'*Avant-Propos*. On trouvera des considérations convergentes dans : R. ROSSANDA et Ch. BETTELHEIM, *Il marxismo di Mao Tsé-toung e la dialettica*, Feltrinelli, Milan, 1974.)

L'impression d'A. Heller selon laquelle il n'existerait de dialectique spécifique, ment marxiste que dans le couple « social/privé » résulte de la forme sous laquelle est présentée cette contradiction : un côté représente déjà l'unité et l'autre l'autonomie. Il en serait de même si, au lieu de « bourgeoisie/prolétariat », on posait « rapports capitalistes/prolétariat ».